

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE DE L'UNION EUROPÉENNE MISSIONS ET OPÉRATIONS

Rapport annuel 2018



Photos de couverture

Première de couverture: Un formateur d'EUCAP Sahel Mali félicite un sous-officier de la Garde nationale qui vient de recevoir son certificat de Formateur en Maintien de l'Ordre.

Quatrième de couverture: Membres de l'opération Atalanta de la force navale de l'Union européenne (EU NAVFOR) venant en aide à un pêcheur somalien dans l'océan Indien.

Printed by Bietlot in Belgium

Manuscrit achevé en avril 2019

Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} décembre 2017 au 30 novembre 2018.

Première édition

Ni le Service européen pour l'action extérieure ni aucune personne agissant au nom du Service européen pour l'action extérieure n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

© Union européenne, 2019

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Toute utilisation ou reproduction de photos ou de tout autre matériel dont le Service européen pour l'action extérieure ne possède pas les droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Print ISBN 978-92-9238-623-8 ISSN 2599-9370 doi:10.2871/380145 OF-AB-19-001-FR-C
PDF ISBN 978-92-9238-622-1 ISSN 2599-9389 doi:10.2871/13065 OF-AB-19-001-FR-N

Table des matières

PAGE	02	Avant-propos de la haute représentante de l'Union européenne
	04	Aperçu général par le commandant des opérations civiles et le directeur de la capacité militaire de planification et de conduite
	10	2018 – Une année de renforcement de la PSDC civile
	12	Mission «État de droit» menée par l'Union européenne (EULEX) au Kosovo
	14	Mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine (EUAM Ukraine)
	16	Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)
	18	Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)
	20	Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière (EUBAM) au point de passage de Rafah (Tel-Aviv)
	22	Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya)
	24	Mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq)
	26	Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (EUCAP Sahel Niger)
	28	Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali)
	30	Pas de sécurité sans les femmes
	32	Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali)
	34	Cellule de coordination régionale de l'UE pour le Sahel: appui à la coopération en matière de sécurité entre le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad
	36	Mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia)
	38	Mission de formation en Somalie (EUTM Somalia)
	40	Force navale de l'Union européenne (EU NAVFOR) en Somalie – Opération Atalanta
	42	Mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)
	44	Opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération Sophia)
	46	Opération militaire de l'Union européenne (EUFOR) en Bosnie-Herzégovine – Opération Althea
	48	Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière (EUBAM) entre la Moldavie et l'Ukraine



Avant-propos de la haute représentante de l'Union européenne

Je ne pourrais imaginer la politique étrangère européenne sans nos missions militaires et civiles. L'époque où notre Union n'était qu'un espace de libre-échange est révolue depuis longtemps. Aujourd'hui, nous sommes un garant de la sécurité au niveau mondial. Nous gérons les questions liées à la sécurité d'une manière unique, en empruntant ce que j'appelle la «voie européenne» vers la paix et la sécurité. Nos missions militaires et civiles font partie intégrante de cette «voie européenne». Des milliers d'hommes et de femmes en uniforme servent sous le drapeau européen. Ils sont des vecteurs de paix et de sécurité pour des millions de personnes partout dans le monde, dans notre voisinage et ici, en Europe.

Au cours de ces cinq années de mandat, nous nous sommes efforcés de tirer pleinement parti des capacités militaires et civiles de l'Union européenne (UE). Notre objectif n'a jamais été de «militariser» notre Union. Bien au contraire, nous avons mis nos outils de sécurité et de défense au service de la paix et des priorités de l'Union. Le présent rapport présente le bilan de nos seize missions et opérations, depuis notre nouvelle approche de la paix et de la sécurité au Sahel jusqu'à la nouvelle mission civile en Iraq, en passant par les nouvelles structures de commandement à Bruxelles ou la coordination sur le terrain avec les Nations unies et leurs missions. Comme ce rapport l'indique clairement, nos missions et opérations ont démontré que l'Union européenne est un partenaire fiable et un acteur mondial en matière de paix.

Cela a été possible parce que nous avons collectivement manifesté notre volonté politique d'aller de l'avant. Le niveau d'intégration auquel nous sommes parvenus en matière de défense et de sécurité semblait impossible à atteindre il y a encore trois ans. Or tout récemment encore, à la fin de 2018, les États membres sont convenus de s'investir davantage dans nos missions civiles, en concluant un «pacte civil» qui contribuera au développement de nouvelles capacités et à la réduction de notre temps de réaction.

Je pense que le bilan de ces cinq années montre que l'Europe a clairement intérêt à s'investir dans notre politique de sécurité et de défense commune. Cette politique renforce la sécurité de nos concitoyens et s'inscrit dans notre contribution à la paix dans notre monde tourmenté. Nous avons prouvé que des progrès sont possibles. Ce n'est pas le moment de revenir en arrière et de défaire ce que nous avons construit pendant cinq ans, ensemble, malgré tous les obstacles rencontrés. Après tout, l'Union européenne est et reste principalement un projet de paix.



Federica Mogherini

Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/
vice-présidente de la Commission européenne



Aperçu général par le commandant des opérations civiles et le directeur de la capacité militaire de planification et de conduite

Qu'avons-nous réalisé en 2018?

Les missions et opérations de l'UE contribuent à renforcer la stabilité et à promouvoir la paix et l'état de droit.

Sur le **plan civil**, en vue de renforcer la résilience et la stabilisation des pays partenaires qui font face à une situation de conflit ou d'instabilité ou qui se relèvent d'une telle situation, nous avons donné **près de 830 formations à environ 12 000 personnes** (dont plus de 2 000 femmes) sur des thèmes tels que la lutte contre le trafic d'armes, le trafic de drogue et la traite des êtres humains, les enquêtes pénales, le maintien de l'ordre public, la police de proximité, la coopération policière internationale, la lutte contre la corruption, la détection de la fraude aux documents, la rédaction législative, les questions d'état civil, la gestion intégrée des frontières, la sécurité maritime, les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes, la gestion des ressources humaines et la gestion du changement.

Nous **avons conseillé 551 membres de l'encadrement moyen et supérieur** des services de police et des institutions judiciaires et hauts fonctionnaires des ministères de l'intérieur et de la justice, y compris des ministres, des chefs de police et des présidents de conseils de la magistrature.

Nous **avons conduit 13 procès**, portant notamment sur la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme et les crimes de guerre, et **suivi environ 200 affaires pénales**.

Nous **avons influé sur l'élaboration de 105 lois, règlements et initiatives législatives** ainsi que de **politiques** nationales ou régionales en prodiguant des conseils sur des thèmes tels que la sécurité nationale, le code pénal, le code de procédure pénale, la prévention de la corruption, les récompenses et sanctions dans la gendarmerie, le statut du personnel de sécurité, la législation sur les garde-côtes et le financement des partis politiques. Les **stratégies** au sujet desquelles nous avons offert des conseils portaient sur

des thèmes tels que la gestion intégrée des frontières, les activités de police fondées sur le renseignement, la migration, la sécurité des frontières, la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme, les modèles de garde côtière fédérale et la sécurité maritime.

Nous avons **fourni pour près de six millions d'euros d'équipements** à nos partenaires locaux et aux organisations non gouvernementales (ONG) locales: véhicules 4 × 4, motos, bateaux de patrouille, gilets haute visibilité, barrières rétractables, casques, matériel d'enquête judiciaire, matériel de détection de drogues, détecteurs de métaux portatifs, matériel informatique (ordinateurs portables, par exemple), projecteurs, matériel de géolocalisation, stations radio, système radio maritime, exemplaires imprimés du code pénal national et du code de procédure pénale, drones, kits solaires, équipements médicaux, générateurs électriques, équipements de bureau, et nous avons procédé à la remise à neuf d'infrastructures immobilières.

Nous **avons traité 1 997 appels reçus sur la ligne d'assistance téléphonique en Géorgie** que nous avons mise en service afin d'apaiser les tensions autour des points de passage vers l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Sur le **plan militaire**, afin de lutter contre le terrorisme, la migration irrégulière et la piraterie, ainsi que d'appuyer le renforcement des capacités des forces armées, nous avons conduit à la fois des opérations à mandat exécutif et des missions à mandat non exécutif dans le cadre desquelles ont été organisées de **nombreuses formations de courte et de longue durée pour près de 6 500 personnes**, sur des thèmes tels que les tirs de mortier, les compétences d'infanterie, l'organisation des forces, les compétences des tireurs d'élite, l'ingénierie, la logistique, le contrôle aérien tactique et le renseignement. Les droits de l'homme sont systématiquement abordés dans le cadre de nos formations. Nous avons dispensé des **formations de sensibilisation aux dangers des mines à 16 488 citoyens et aidé à éliminer environ 3 000 tonnes de munitions dangereuses et de systèmes complexes d'armement**.

Nous **avons conseillé de nombreux hauts gradés de la défense et de l'armée** dans les pays partenaires en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité et nous leur avons fourni un soutien non seulement dans ce domaine, mais également dans celui du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Nous avons ainsi permis la réintégration de 232 anciens rebelles dans les forces armées de leur pays.

Nous **avons continué à mener nos deux opérations navales**, en Méditerranée et dans la partie occidentale de l'océan Indien, qui visent à lutter contre la piraterie et à démanteler les réseaux de trafic et de traite des êtres humains. Elles ont permis de sauver de nombreuses vies.

Quels résultats avons-nous obtenus en 2018?

Au **Kosovo (*)**, après des années d'efforts intenses, nous avons pu confier une série de tâches exécutives aux autorités kosovares et aux instruments à long terme de l'UE grâce à l'évolution positive des capacités locales dans le domaine de l'état de droit, ce

(*) Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

qui a permis de réduire les effectifs d'EULEX Kosovo de 800 à environ 500 personnes. En outre, un an après le début de la mise en œuvre de l'accord d'intégration des juges, des procureurs et du personnel d'appui de la communauté serbe du Kosovo dans le système judiciaire du Kosovo, le tribunal de première instance de Mitrovica fonctionne désormais correctement, ce qui permet une application uniforme du droit du Kosovo sur l'ensemble du territoire.

En **Ukraine**, nous avons soutenu l'adoption d'une nouvelle loi sur la sécurité nationale et la mise en service du bureau national d'enquête. Cette loi décisive et la création de ce bureau de première importance sous-tendent la transformation du secteur ukrainien de la sécurité, qui se fonde désormais sur des normes européennes, en particulier sur le contrôle démocratique des services répressifs et sur l'obligation de rendre des comptes des parlementaires, des hauts fonctionnaires et des militaires.

En **Géorgie**, nous avons apaisé les tensions et facilité les accords entre les parties au conflit grâce à notre ligne d'assistance téléphonique, et nous avons amélioré notre capacité à suivre la situation et à en rendre compte grâce à l'utilisation d'aérostats captifs munis de caméras.

Dans les **territoires palestiniens occupés**, nous avons soutenu la poursuite du renforcement des capacités de la principale institution de gestion des frontières, grâce à l'élaboration de stratégies clés, et nous avons vu la police civile palestinienne adopter le plan d'action en matière de police de proximité, qui permettra de rapprocher les services de police de la population.

En **Libye**, nous avons renforcé notre présence en transférant le quartier général de la mission de Tunis à Tripoli, la capitale libyenne. Le gouvernement libyen a invité la mission à appuyer l'élaboration d'une stratégie globale de gestion des frontières pour le pays.

En **Iraq**, au cours de la première année de son mandat, la mission s'est imposée en tant que conseiller principal du gouvernement iraquien dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité civile.

Au **Niger**, nous avons soutenu la mise en place des compagnies mobiles de contrôle des frontières. La police technique et scientifique nigérienne, soutenue par EUCAP Sahel Niger depuis son déploiement, est devenue un centre d'excellence régional.

Au **Mali**, nous avons continué de renforcer les capacités de la brigade d'investigation spécialisée (BIS), ce qui lui a permis d'ouvrir des enquêtes dans les régions du nord et du centre du Mali. Sur le plan militaire, nous avons renforcé les capacités des **forces armées maliennes** et avons rendu opérationnel le quartier général de la force conjointe du G5 Sahel.

Dans la région du **Sahel** au sens large, nous avons continué de soutenir les efforts déployés par les pays du G5 (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) dans le cadre de leur coopération transfrontière en matière de sécurité par l'intermédiaire de la cellule de coordination régionale civilo-militaire. Nous avons également facilité la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel, y compris de sa composante «police».

En **Somalie**, l'approbation de la loi sur les garde-côtes du Somaliland, soutenue par la mission de l'UE visant au renforcement des capacités (EUCAP) depuis 2013, constitue

une étape importante dans le renforcement des capacités locales en matière de sécurité maritime.

Toujours en **Somalie**, nous avons appuyé l'élaboration de la loi sur la défense nationale somalienne ainsi que du code de conduite des forces armées nationales somaliennes.

En **Méditerranée**, nous avons secouru 2 290 personnes en détresse en mer, appréhendé et remis 20 passeurs présumés aux autorités italiennes, neutralisé 22 embarcations de passeurs et effectué un arraisonnement. Nous avons hélé plus de 1 260 navires marchands, effectué 82 approches amicales et procédé à deux arraisonnements.

Dans l'**océan Indien**, nous avons continué nos efforts en vue de mettre fin à la piraterie et d'assurer la protection des navires du Programme alimentaire mondial (PAM). À titre de comparaison, en janvier 2011, 32 embarcations et 736 otages étaient détenus par des pirates somaliens, alors qu'en novembre 2018, aucune embarcation ni aucun équipage d'embarcations portant pavillon étranger n'était séquestré, et les deux seules tentatives d'attaques de pirates perpétrées en 2018 ont échoué. Une embarcation de pirates a été repérée et détruite dans le but d'envoyer un signal fort de dissuasion.

En **République centrafricaine**, nous avons soutenu la restructuration du secteur de la défense et fourni des conseils à cette fin. Dans le domaine de la formation opérationnelle, nous avons terminé la formation de trois bataillons d'infanterie déployables ainsi que la validation de quatre unités spécialisées.

En **Bosnie-Herzégovine**, nous avons achevé le programme de renforcement des capacités et de formation des forces armées de Bosnie-Herzégovine, ce qui a renforcé leur capacité à opérer avec des partenaires internationaux.

En **Moldavie**, nous avons facilité la mise en service du train diesel modernisé sur la ligne Chisinau-Odessa et contribué à la signature du nouvel accord sur les contrôles conjoints à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine.

L'établissement en **Suède** d'un **entrepôt pour les missions civiles relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)** à l'été 2018 et l'accord sur l'établissement d'un **pacte en matière de PSDC civile** entre les États membres de l'UE à Bruxelles en décembre constituent des avancées majeures dans le renforcement permanent des opérations civiles de gestion de crise menées par l'UE.

Avec qui avons-nous travaillé?

Engagement responsable, participation nationale et coopération étroite sont autant d'éléments qui caractérisent la PSDC. Ainsi, en 2018, nous avons travaillé avec plus de 150 homologues nationaux (ministères de l'intérieur, de la sécurité, de la justice, des affaires étrangères, et organismes d'application de la loi, tels que les conseils de la magistrature et les conseils de police) et près de 180 partenaires internationaux (par exemple des délégations de l'UE sur le terrain, des agences de l'UE comme l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol), les Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), l'Union africaine, des organisations non gouvernementales telles

que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et d'autres organisations de développement nationales, européennes ou non, notamment japonaises, américaines et canadiennes].

Enfin, comme l'a souligné M^{me} Helga Schmid, secrétaire générale du Service européen pour l'action extérieure (SEAE):

Depuis le lancement de la première mission sous le drapeau de l'UE en 2003 dans les Balkans, les missions civiles et les opérations militaires relevant de la PSDC de l'UE ont toujours été un élément central de la réponse de l'UE à la crise internationale, parallèlement aux efforts diplomatiques et de médiation, de coopération au développement et d'aide humanitaire. Grâce à cette approche intégrée, l'UE est un acteur essentiel en matière de paix et de sécurité et un garant de cette sécurité. À cet égard, la sécurité des citoyens de l'UE ne commence pas à nos frontières, elle est également influencée par les événements qui se produisent autour de nous. Comme souligné dans la stratégie globale de l'UE, la promotion de la stabilité mondiale, l'aide apportée à nos partenaires afin qu'ils puissent relever leurs défis en matière de sécurité et le renforcement de leur résilience constituent par conséquent autant d'éléments clés de l'ADN de l'UE. Nous devons être fiers des réalisations de l'UE et de son engagement continu, que ce soit dans les Balkans occidentaux, dans les pays voisins de l'est et du sud de l'Europe, au Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie. Ces accomplissements ont surtout été possibles grâce aux efforts inlassables et au dévouement de notre personnel sur le terrain qui, à ce jour, a participé à 34 missions. Cinq mille hommes et femmes sont actuellement déployés dans trois régions dans le cadre de 16 missions et opérations qui contribuent à renforcer la sécurité et à prévenir les conflits en aidant nos partenaires à lutter contre la piraterie, à former les forces militaires et civiles dans les zones exposées aux conflits, à réformer le secteur de la sécurité, à promouvoir l'état de droit ou à lutter contre le terrorisme.

Nous vous souhaitons une agréable lecture de notre troisième rapport annuel.



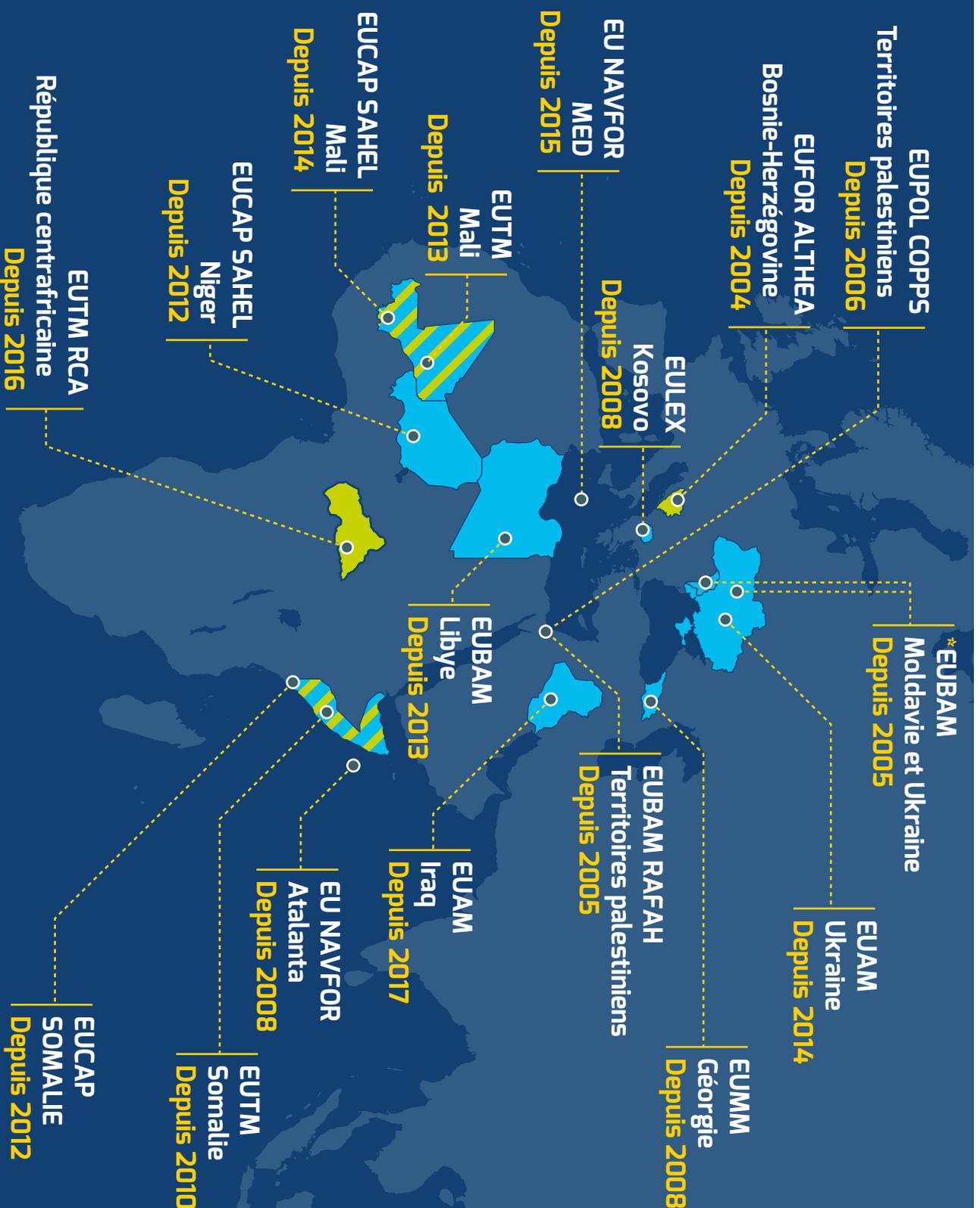
Vincenzo Coppola
Commandant des opérations civiles/
directeur de la capacité civile
de planification et de conduite (CPCC)



Esa Pulkkinen
Directeur général de l'État-major de l'UE/
directeur de la capacité militaire
de planification et de conduite (MPCC)



UNION EUROPÉENNE LES MISSIONS ET OPÉRATIONS DE LA PSDC 2018



 Missions et opérations militaires

 Missions civiles

 6 missions et opérations militaires


10 missions civiles


Plus de 5 000 personnes déployées

 **Objectifs:**

maintien de la paix, prévention des conflits, renforcement de la sécurité internationale, appui à l'état de droit, prévention du trafic d'êtres humains et de la piraterie.



2018 – Une année de renforcement de la PSDC civile

Nous avons pris des mesures énergiques pour renforcer la capacité de la PSDC civile en 2018. L'établissement d'un **pacte en matière de PSDC civile** par les États membres de l'UE à Bruxelles en décembre 2018 constitue une étape importante à cet égard. Les États membres se sont mis d'accord dans ce pacte sur des orientations stratégiques visant à renforcer la PSDC civile, ils se sont engagés politiquement sur 22 objectifs de développement et sont convenus d'apporter une contribution accrue aux missions PSDC civiles. Ils se sont également engagés à améliorer la capacité de réaction de la PSDC civile grâce à la possibilité de lancer une nouvelle mission dotée d'un effectif maximal de 200 personnes dans toute zone d'opération dans un délai de 30 jours après une décision du Conseil de l'Union européenne.

Une mesure concrète adoptée en vue de renforcer les capacités civiles dans l'optique d'un déploiement rapide a été la constitution d'une réserve de personnel permettant le déploiement rapide de personnel civil clé présélectionné pour des missions civiles de gestion de crise. Cette **«capacité de réactivité centrale»** consiste actuellement en une réserve de 30 experts qui participent à l'une des 10 missions civiles ou travaillent au siège à Bruxelles. Ils peuvent être déployés rapidement en vue de soutenir le lancement d'une nouvelle mission ou d'appuyer des missions existantes. Un processus de sélection de 20 experts supplémentaires qui viendront compléter la capacité de réactivité centrale a été lancé.

Faire entrer la logistique dans le XXI^e siècle

Sécurité physique, eau potable, électricité, infrastructure de bureau, produits pharmaceutiques: autant d'éléments sans lesquels nos missions ne pourraient être menées à bien. Le soutien aux missions est d'une importance vitale. Les services de sécurité, logistiques et médicaux fournis par les départements de soutien aux missions sont indispensables à notre capacité de fonctionnement.

La conduite de missions dans des pays lointains, dans des lieux aussi divers qu'Agadez (Niger), Bagdad, Tripoli ou Mtskheta (Géorgie), et la gestion de quelque 2 000 collaborateurs multilingues et issus de différentes cultures afin de leur permettre de remplir leur mandat représentent un défi de taille.

L'ouverture **en Suède d'un entrepôt pour les missions PSDC civiles**, en juin 2018, a constitué une avancée décisive dans le domaine du soutien aux missions. Elle permet d'améliorer à la fois la préparation et la rapidité de réaction de l'UE en cas de crise. L'entrepôt résulte d'un contrat conclu entre l'Union européenne et l'Agence suédoise de la protection civile (MSB), l'opérateur chargé de sa mise en œuvre. Grâce à un budget de plus de 52 millions d'euros sur trois ans, plus de 600 véhicules non blindés, jusqu'à 1 600 ordinateurs portables, des services de transport (plus de 800 conteneurs maritimes) et de nombreux autres biens essentiels tels que des équipements médicaux ou de protection individuelle peuvent être rapidement mis à la disposition des missions PSDC civiles, de toute autre action opérationnelle prévue à l'article 28 du traité sur l'Union européenne et des représentants spéciaux de l'UE. Non seulement la rapidité de mise à disposition sera améliorée, mais les procédures de travail seront mieux rationalisées, ce qui permettra d'accroître l'efficacité générale. L'entrepôt fait entrer la logistique dans le XXI^e siècle. Il permet d'acquérir, d'entreposer, d'entretenir et de mettre à disposition des équipements et des biens neufs et d'occasion, et de fournir des services de soutien. Il est situé à Kristinehamn, dans le sud de la Suède, où la MSB mène déjà d'importantes activités de stockage et de logistique pour des missions en Suède et dans le monde.

Questions horizontales – Soutien aux missions, recrutement et égalité entre les hommes et les femmes

Au siège à Bruxelles, nous avons amélioré les fonctions de soutien en renforçant notre plateforme de soutien aux missions avec de nouveaux experts en logistique, développements de logiciels et systèmes d'information et de communication, ce qui s'est traduit par une amélioration des capacités de toutes les missions civiles.

De décembre 2017 à novembre 2018, nous avons diffusé des annonces relatives à 693 postes internationaux à pourvoir pour les 10 missions civiles, pour lesquels nous avons reçu la candidature de 5 874 personnes (dont 936 femmes).

À la fin de l'année, les 28 États membres avaient tous été intégrés dans le logiciel de recrutement en ligne Goalkeeper, qu'ils exploitent pleinement. Initialement mis en service en 2017, ce logiciel relie les 150 autorités qui détachent du personnel auprès des missions civiles.

Dirigées par le commandant des opérations civiles, les missions PSDC civiles ont renforcé leur action dans les domaines de l'intégration de la dimension de genre et des droits de l'homme, en accordant une attention particulière à la mise en œuvre de la politique renouvelée de l'UE concernant les femmes, la paix et la sécurité. Au niveau de la capacité civile de planification et de conduite (CPCC), deux documents importants ont été publiés par le commandant des opérations civiles: *Instruction on Gender Statistics* (Instruction sur les statistiques liées au genre) et *Operational Guidelines for Mission Management and Staff on Gender Mainstreaming* (Orientations pratiques pour les responsables et le personnel de mission sur l'intégration des politiques d'égalité entre les hommes et les femmes), sur la base desquels plusieurs missions ont amélioré leur système de collecte de données et établi un plan d'action interne en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Davantage de postes de conseillers et d'experts en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de droits de l'homme ont été attribués aux missions. Depuis octobre 2018, la CPCC emploie pour la toute première fois un conseiller à temps plein spécialisé dans les questions d'égalité entre les hommes et les femmes.



Mission «État de droit» menée par l'Union européenne (EULEX) au Kosovo

La mission s'est employée, avec un effectif de 503 personnes, à aider les autorités du Kosovo à renforcer les institutions chargées de faire respecter l'état de droit en assurant le suivi des affaires judiciaires et des poursuites, en appuyant les services pénitentiaires du Kosovo au moyen d'activités de suivi, d'encadrement et de conseil, en apportant un appui à la mise en œuvre technique du dialogue mené grâce à la médiation de l'UE, en maintenant une capacité résiduelle limitée en tant que deuxième intervenant en matière de sécurité, en assistant les chambres spécialisées et le bureau du procureur spécialisé du Kosovo et en fournissant une assistance spécialisée à l'institut médico-légal, notamment en matière de disparition de personnes.

RÉALISATIONS

En 2018, la mission EULEX Kosovo a progressivement mis un terme au volet exécutif de son mandat en matière judiciaire et a transféré avec succès ses tâches et responsabilités exécutives aux autorités locales. Grâce à l'assistance de la mission dans le domaine de l'état de droit, les institutions kosovares ont franchi un seuil important vers une prise en charge complète des réformes. La mission a progressivement cessé d'apporter son soutien en matière de suivi, d'encadrement et de conseil à la police, au conseil de la magistrature, au conseil du ministère public du Kosovo et à l'office de l'état civil pour soutenir le transfert de capacités similaires, mais plus limitées, au sein du bureau du représentant spécial de l'UE auprès du Kosovo.

La mission a appuyé la mise en œuvre technique du dialogue mené grâce à la médiation de l'UE. Ainsi, un an après le début de la mise en œuvre de l'accord d'intégration des juges, des procureurs et du personnel d'appui de la communauté serbe du Kosovo dans le système judiciaire du Kosovo, le tribunal de première instance de Mitrovica fonctionne désormais correctement, ce qui permet une application uniforme du droit du Kosovo sur l'ensemble du territoire. Dans le domaine de l'état civil, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'accès aux documents personnels pour les habitants de quatre municipalités du nord.

La mission a aidé les chambres spécialisées et le bureau du procureur spécialisé en leur apportant un appui logistique et opérationnel conformément à la législation applicable du Kosovo.

ACTIVITÉS

La mission a conduit 13 procès portant, entre autres, sur la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme et les crimes de guerre.

Elle a fourni des conseils à 186 personnes, y compris au niveau stratégique, sur les services pénitentiaires, la gestion des frontières, l'état civil et la liberté de circulation, à 11 personnes sur la migration et les inspections de police, et à 30 personnes sur le système judiciaire.

La mission a suivi environ 200 affaires pénales.

Elle a organisé 16 sessions de formation, auxquelles ont participé 435 personnes (dont 80 femmes) dans des domaines tels que la criminalistique informatique, l'interception du trafic de drogue, la coopération policière internationale et les techniques d'interrogatoire des témoins de crimes de guerre.

L'unité de police constituée de la mission EULEX Kosovo a participé à 8 exercices avec la force de maintien de la paix au Kosovo (KFOR) et la police du Kosovo.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a prodigué des conseils sur 17 lois, y compris sur les projets de code pénal et de code de procédure pénale, ainsi que sur 10 règlements, notamment sur le financement des partis politiques, les procédures disciplinaires et le recrutement d'agents pénitentiaires.

Elle a supervisé la création du groupe de travail sur la stratégie nationale de lutte contre les crimes de guerre et a participé à l'élaboration de celle-ci.

La mission a fourni des conseils sur l'élaboration de 13 stratégies et politiques portant sur la gestion des frontières, les activités de police fondées sur le renseignement et la migration.



SOUTIEN CONCRET

La mission a fourni pour 1 075 012 euros d'équipements à des partenaires locaux et a signé 62 contrats publics d'une valeur supérieure à 20 000 euros chacun.

Elle a publié des annonces pour 104 postes à pourvoir dans le cadre de quatre appels à contributions et a reçu 749 candidatures.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Je suis heureuse que nous poursuivions notre coopération avec la mission EULEX Kosovo afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des agents pénitentiaires de sexe féminin. Cet atelier motive ces dernières à viser un poste de direction dans le service.

Tefta Bytyqi, chef du service de traitement des détenus de l'administration pénitentiaire du Kosovo

Nous tenons à remercier la mission EULEX Kosovo pour l'organisation de cet atelier sur le renforcement des capacités d'enquête judiciaire contre la corruption. Nous mettrons à profit cette expérience dans le cadre de notre travail avec divers services répressifs qui opèrent au Kosovo.

Sergent Senad Zejnullahu, enquêteur de l'unité des crimes économiques et financiers et des délits de corruption de la police du Kosovo, Mitrovica, pendant un atelier organisé par la mission EULEX Kosovo

La meilleure façon d'acquérir des connaissances est d'apprendre auprès de procureurs expérimentés qui ont participé à des procès pour crimes de guerre. Au cours de l'atelier, nous avons été initiés aux techniques d'interrogatoire des victimes de guerre, qui nous seront extrêmement utiles pour accomplir notre travail.

Arbresha Shala, procureur du tribunal de première instance de Pristina

<http://www.eulex-kosovo.eu/>





Mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine (EUAM Ukraine)

La mission s'est employée, avec un effectif de 301 personnes, à fournir aux autorités ukrainiennes des conseils stratégiques et un appui opérationnel pratique en vue de réformer le secteur de la sécurité civile.

RÉALISATIONS

La mission a joué un rôle central, en collaboration avec l'OTAN et les États-Unis, dans la rédaction et l'adoption d'une nouvelle loi sur la sécurité nationale de l'Ukraine. Cette loi décisive sous-tend la transformation du secteur ukrainien de la sécurité en un secteur fondé sur les normes européennes, en particulier sur le contrôle démocratique des services répressifs.

La mission a soutenu la création, les procédures de recrutement et la mise en service du bureau national d'enquête, un nouveau service répressif chargé d'enquêter sur les crimes graves commis par de hauts fonctionnaires, des parlementaires et des soldats.

Elle a facilité la mise en place de groupes de dialogue entre la société civile et les services répressifs dans plusieurs régions afin d'instaurer une confiance mutuelle et de répondre ainsi aux préoccupations du public concernant l'application des lois et la sécurité des communautés.

La mission a formé et conseillé la police ukrainienne sur les modèles européens modernes de maintien de l'ordre public afin de garantir le droit à la libre réunion pacifique dans le cadre d'événements de masse.

Elle a remis à neuf des commissariats de police locaux sur tout le territoire ukrainien en vue d'aider la police à s'orienter davantage vers la fourniture de services à la communauté locale.

La mission a aidé les services répressifs ukrainiens à développer leurs capacités à communiquer avec les médias et le public. Cette sensibilisation à l'importance des communications stratégiques a mobilisé un large éventail d'inter-

locuteurs (ministères, services répressifs, système judiciaire, ministère public, organismes de lutte contre la corruption, etc.).

ACTIVITÉS

La mission a organisé le programme de formation «Leading the Change 2» à l'intention de certains membres du ministère de l'intérieur et du personnel des principaux services répressifs afin de permettre aux personnes sensibilisées aux réformes de diffuser la réforme du secteur de la sécurité civile au sein de leurs institutions.

La mission a organisé une formation à l'intention de hauts responsables, notamment des modules sur les compétences en gestion, en gestion du changement et en communication.

Elle a organisé 217 formations, auxquelles ont participé 4 038 personnes (dont 1 014 femmes).

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a contribué à 18 initiatives législatives et à 14 politiques nationales ou régionales. Les conseils qu'elle a prodigués ont par exemple été pris en considération dans la loi sur la sécurité nationale de l'Ukraine, dans la loi sur les infractions mineures, ainsi que dans le projet de loi visant à améliorer les activités de la commission de qualification et de discipline des procureurs et dans le projet de loi visant à améliorer la base juridique régissant la participation des acteurs non étatiques à la protection de l'ordre public et des frontières nationales. La mission a procédé à un examen complet du code de procédure pénale afin d'aligner ses principales dispositions sur les normes européennes.



SOUTIEN CONCRET

Jusqu'à présent, la mission a fourni des équipements techniques d'appui aux fonctions d'enquête judiciaire de la police nationale ukrainienne, du matériel informatique, du matériel pour salles de presse et de conférence, ainsi que du matériel d'appui d'une valeur de 106 300 euros. Une enveloppe supplémentaire de 171 488 euros est en attente de transfert dans le budget actuel, qui court jusqu'à la mi-2019.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Nous mettons déjà à profit l'expérience européenne en matière de maintien de l'ordre public, en collaborant avec des experts de la mission de conseil de l'UE. La prévention des situations négatives est au cœur de notre action. C'est pourquoi nous avons mis sur pied des équipes de lutte contre les conflits au sein de la police, dont l'effi-

cacité a été démontrée lors des événements survenus le 2 mai à Odessa.

Arsen Avakov, ministre de l'intérieur de l'Ukraine

Nous sommes désireux d'apprendre, car c'est un gage de réussite et donc de sécurité dans le pays. Nous remercions nos partenaires de la mission EUAM Ukraine pour leur soutien et pour avoir partagé avec nous les bonnes pratiques d'encadrement qui ont déjà été mises en œuvre en Europe et qui se sont avérées efficaces ici.

Serhiy Knyazyev, chef de la police nationale ukrainienne

<http://www.euam-ukraine.eu/>





Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Lancée en octobre 2008 et présente sur le terrain depuis 10 ans, la mission s'est employée, avec un effectif moyen de 320 personnes, à mettre en œuvre l'accord en six points conclu entre la Géorgie et la Russie en vue de stabiliser et de normaliser la situation sur le terrain tout en informant les décideurs politiques de l'UE. Seule présence internationale permanente d'observation en Géorgie, la mission EUMM Georgia joue un rôle fondamental dans l'apaisement des tensions et contribue à garantir la sécurité des populations touchées par le conflit.

RÉALISATIONS

La mission a contribué de manière significative à renforcer le sentiment de sécurité et de sûreté des personnes vivant le long des frontières administratives avec les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. La mission a géré les incidents survenus et s'est activement employée à apaiser les tensions entre les acteurs de la sécurité en effectuant des patrouilles et en recourant aux mécanismes existants de rétablissement de la confiance.

La mission a facilité la communication et l'échange d'informations en temps voulu grâce à la ligne d'assistance téléphonique gérée par elle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, afin de contribuer à prévenir l'escalade des tensions et à créer un climat de confiance entre les parties.

Elle a amélioré la qualité de surveillance et de compte rendu grâce à l'intégration d'améliorations technologiques, notamment l'utilisation d'aérostats captifs munis de caméras, afin de suivre l'évolution de la situation dans les zones dangereuses et les zones inaccessibles à la mission.

ACTIVITÉS

La mission a parcouru plus de 1 540 000 km pour effectuer 4 900 patrouilles, avec quelque 11 000 interlocuteurs, dont 3 431 (31 %) étaient des femmes.

Elle a organisé 332 réunions avec 2 023 interlocuteurs, dont 769 (38 %) étaient des femmes.

La mission a traité 1 997 appels reçus sur la ligne d'assistance téléphonique. Ce service permet aux acteurs de la sécurité d'aborder des questions aussi diverses que les exercices militaires, les détentions, les passages de frontières administratives à des fins médicales, l'approvisionnement en eau et le bétail.

La mission a continué d'améliorer l'efficacité opérationnelle en veillant à la prise en compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes, y compris dans le recrutement du personnel. En conséquence, le taux global de femmes au sein du personnel de la mission a atteint 40 %, avec une très forte représentation (45 %) aux postes à haute responsabilité.

SOUTIEN CONCRET

La mission a soutenu 13 projets d'une valeur de 215 000 euros en appui à la participation de la société civile aux frontières administratives afin d'instaurer un climat de confiance et d'intensifier la coopération sur les questions non conflictuelles. Les projets couvrent un large éventail de questions, allant de l'augmentation des possibilités d'échanges commerciaux aux frontières administratives à la création d'un réseau de femmes médiatrices.

La mission a animé des réunions régulières d'échange d'informations avec des représentants de la société civile aux niveaux national et local, afin de créer un espace de discussion sur les initiatives visant à instaurer la confiance.



CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

La présence de la mission EUMM en Géorgie occidentale a permis d'améliorer la situation sécuritaire depuis la guerre de 2008.

Homme âgé de Zugdidi s'adressant à une patrouille

Je tiens à exprimer ma gratitude pour le rôle précieux que joue la mission dans la surveillance des événements et la facilitation du dialogue.

Ketevan Tsikhelashvili, ministre d'État géorgien chargé de la réconciliation et de l'égalité civique

La mission EUMM Georgia a toujours été un partenaire très positif et coopératif. Elle nous permet de vivre dans un environnement stable.

Directeur d'une ONG basée à Mtskheta

Nous sommes toujours heureux de voir des patrouilles de la mission EUMM Georgia, car vous nous apportez un sentiment de sécurité.

Villageois de Kirbali s'adressant à une patrouille

En 2018, la ligne d'assistance téléphonique a été activée plus de 2 000 fois, ce qui a permis de prévenir des incidents dangereux.

Grigoriy Karasin, ministre adjoint des affaires étrangères de la Russie

<https://www.eumm.eu/>





Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)

La mission a œuvré, avec un effectif de 116 personnes, à la réforme et au développement des ministères de l'intérieur et de la justice, de la police civile palestinienne et des institutions pénitentiaires et de justice pénale, en se concentrant en particulier sur la coopération entre la police et le ministère public au moyen de formations, d'activités d'encadrement et de conseils stratégiques.

RÉALISATIONS

La mission a aidé le secteur de la sécurité à créer des structures de mise en œuvre du plan stratégique 2017-2022 pour le secteur de la sécurité, en vue d'une mise en œuvre coordonnée de celui-ci.

Elle a aidé la police civile palestinienne à adopter une méthode permettant d'élaborer des décisions, des instructions et des règlements concernant le décret sur la police de décembre 2017.

Elle a élaboré des plans d'action au niveau des districts afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie de la police civile palestinienne 2017-2022.

La mission a parachevé les plans opérationnels du centre de détention et de réadaptation de Naplouse, financé par l'UE, et a amélioré la politique de planification des peines et les procédures d'évaluation des risques et des besoins des détenus du département des centres de détention et de réadaptation.

Elle a lancé une campagne de 16 jours d'activisme contre la violence sexiste dans le cadre d'une initiative menée conjointement par l'UE, les Nations unies et d'autres partenaires internationaux.

La mission a organisé un cours de formation des formateurs de 12 jours à l'intention de 15 juges et procureurs sur le développement institutionnel, les bonnes pratiques et les politiques en matière de justice pénale.

Elle a contribué à la rédaction d'un rapport du procureur général en formulant des recommandations visant à améliorer le respect de la législation nationale en ce qui concerne la justice pour mineurs.

La mission a organisé des ateliers axés sur les droits de l'homme et le traitement des plaintes à l'intention des services chargés des plaintes au sein des ministères, des forces de sécurité, des gouvernorats et des institutions non ministérielles.

ACTIVITÉS

La mission a organisé 24 formations/ateliers dans le secteur de la sécurité à l'intention de 493 personnes (dont 78 femmes), portant sur les inspections fondées sur l'analyse des risques, l'efficacité de l'encadrement, le développement organisationnel ainsi que la collecte et la gestion des données.

Elle a soutenu les systèmes de gestion des plaintes des organisations de la société civile afin de renforcer la surveillance civile exercée sur la police civile palestinienne et son obligation de rendre compte.

La mission a organisé 4 formations sur les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes, auxquelles ont participé 100 personnes (dont 40 femmes). Les formations étaient axées sur la gestion des plaintes et la formation des formateurs aux principes de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Elle a apporté un appui au secteur de la justice en organisant 33 formations/voyages d'étude, auxquels ont participé 728 personnes (dont 332 femmes), portant sur la justice pour mineurs, la lutte contre la corruption, la criminalité liée à la drogue, la formation des formateurs à la rédaction législative et les directives en matière de consultation publique.

La mission a fourni des conseils sur les procédures opérationnelles normalisées relatives aux mécanismes des risques de corruption et des plaintes de la police civile palestinienne, ainsi que sur l'élaboration de processus visant à aligner les lois palestiniennes sur les conventions internationales par l'intermédiaire du comité de l'harmonisation.

En interne, la mission a traité 13 marchés publics d'un montant supérieur à 20 000 euros chacun, 4 appels à contributions ordinaires et un appel à contributions extraordinaire relatifs à 51 postes à pourvoir, pour lesquels 621 personnes (dont 84 femmes) ont présenté leur candidature.



INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a contribué, conseils à l'appui, à l'examen et à la rédaction de textes législatifs portant, entre autres, sur la cybercriminalité, le tribunal chargé de statuer sur les infractions pénales graves, la coopération juridique internationale, les casiers judiciaires, la médecine légale, le conseil d'aide juridique et de discipline de la police, les forces de sécurité nationales et le manuel des forces de sécurité sur les relations avec les médias.

SOUTIEN CONCRET

La mission a fourni pour 60 275 euros d'équipements aux partenaires, dont des équipements d'information et de communication, des systèmes de refroidissement, des systèmes de photo-identification et des menottes.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Grâce à la combinaison de formations, d'ateliers et de voyages d'étude organisés par la mission EUPOL COPPS, notre équipe de procureurs a ac-

quis une expertise professionnelle considérable dans le traitement des affaires de protection de la famille contre la violence.

Dareen Salhieh, procureur général

Depuis la création de la commission de lutte contre la corruption, la mission a fourni un appui et contribué au renforcement des capacités. Le protocole d'accord entre la commission de lutte contre la corruption et la police civile palestinienne est considéré comme la réalisation la plus importante à cet égard. Il renforce le rôle de la police dans l'effort commun de lutte contre la corruption.

Rasha Amarneh, chef de l'administration des affaires juridiques de la commission palestinienne de lutte contre la corruption

La mission EUPOL COPPS a déployé des efforts considérables pour aider l'unité de protection de la famille à fournir ses services aux victimes. Ce soutien a permis de renforcer les capacités de l'unité et de sensibiliser la population à la violence familiale.

Wafaa Muammar, chef de l'unité de protection de la famille et des mineurs de la police civile palestinienne

<http://www.eupolcops.eu/>





Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière (EUBAM) au point de passage de Rafah (Tel-Aviv)

La mission s'est employée, avec un effectif de 15 personnes, à mettre en place une administration des frontières et points de passage efficiente et responsable, en vue du redéploiement de l'Autorité palestinienne vers le point de passage de Rafah lorsque les conditions politiques et sécuritaires permettront une réouverture régulière.

RÉALISATIONS

La mission a aidé l'administration générale des frontières et points de passages (AGFP) à élaborer des documents stratégiques clés qui aident l'administration à effectuer des contrôles efficaces et efficaces aux frontières, conformément aux normes internationales. Parmi les principaux documents rédigés figuraient l'«Évaluation des besoins techniques pour le point de passage de Rafah», les «Instructions pour la collecte et l'échange d'informations» et les «Instructions pour la coopération entre l'AGFP et les autorités judiciaires».

La mission a aidé à l'élaboration de deux plans d'action de l'AGFP: l'un sur la transparence, la communication et les relations publiques, l'autre sur la création d'un groupe interagences de coordination et d'attribution de tâches.

Elle a aidé l'AGFP à acquérir des compétences et des aptitudes spécifiques à des fins de contrôles efficaces et efficaces aux frontières et de lutte contre la corruption.

La mission a mené à bien un projet sur l'élaboration de principes relatifs aux droits de l'homme dans le cadre des stratégies et politiques de l'AGFP. Elle est également parvenue à améliorer les politiques et programmes de gestion des frontières qui tiennent compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes.

La mission a mené à bien un projet d'acquisition d'équipements urgents et essentiels pour le point de passage de Rafah.

ACTIVITÉS

Les activités ont porté sur l'encadrement et la formation du personnel palestinien dans le cadre de formations, d'ateliers et de visites d'étude or-

ganisés par la mission. Cette dernière a formé 270 membres du personnel (dont 52 femmes) dans le cadre de 13 formations, d'un atelier et d'une formation des formateurs.

La mission a aidé l'AGFP à soumettre trois propositions de projets à l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) de la Commission. Ces propositions portaient sur le renforcement des capacités du directeur de l'AGFP, sur le renforcement des compétences de l'AGFP en matière d'analyse des risques et de lutte contre la fraude ainsi que sur le renforcement des capacités d'organisation du travail de l'AGFP.

La mission a organisé deux visites d'étude dans des États membres de l'UE afin de donner à l'AGFP un aperçu des bonnes pratiques de l'UE dans le domaine de la gestion des frontières. La première visite d'étude a eu lieu au siège de Frontex, à Varsovie, et visait l'amélioration des connaissances des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne sur la gestion intégrée des frontières. La seconde visite d'étude, effectuée en Lettonie et en Lituanie, portait sur le recrutement, la gestion de la performance, les évolutions de carrière ainsi que la formation et le perfectionnement.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

Deux plans d'action ont été établis afin d'aider l'AGFP à mettre en œuvre les deux principaux documents stratégiques (stratégie de gestion intégrée des frontières et stratégie opérationnelle) élaborés au cours de la période précédente:

- 1) groupe central de coordination et d'attribution des tâches de gestion intégrée des frontières;
- 2) transparence, communication et relations publiques.



La mission a continué d'aider l'AGFP à mettre constamment à jour le plan conjoint de redéploiement vers le point de passage de Rafah, afin qu'elle soit prête à se redéployer vers le point de passage de Rafah, une fois que sa réouverture aura été autorisée.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Les activités d'encadrement et de conseil menées par la mission ont permis à l'AGFP de mettre en place une stratégie palestinienne moderne et efficace de gestion intégrée des frontières et de disposer d'un plan conjoint de redéploiement réaliste à mettre en œuvre en cas de réouverture du point de passage de Rafah.

Nous apprécions les efforts déployés par la mission en vue de la mise en place du système de

formation de l'AGFP. Ce système nous permettra de mettre concrètement en œuvre la méthode de formation des formateurs et de disposer de nos propres formateurs pour dispenser des formations sur la gestion intégrée des frontières à notre personnel.

Nazmi Mohanna, directeur général de l'AGFP

La coopération instaurée avec la mission a permis à l'AGFP de connaître et d'apprendre à utiliser d'autres instruments et programmes de l'UE, comme TAIEX et le programme de jumelage, auxquels les Palestiniens pourront avoir recours à l'avenir.

Iyad Salameh, responsable des relations internationales et des projets de l'AGFP

<http://www.eubam-rafah.eu/>





Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya)

La mission s'est employée, avec un effectif de 34 personnes, à apporter une aide au gouvernement d'entente nationale libyen dans les domaines de la gestion des frontières, du maintien de l'ordre et de la justice pénale.

RÉALISATIONS

Le 5 décembre 2017, la mission EUBAM Libya a établi une «présence légère» à Tripoli. Elle a permis de préserver la résilience, l'efficacité et l'efficacité des opérations, en particulier lors d'événements difficiles sur le plan de la sécurité, grâce à la présence d'un bureau à Tunis.

Planification/recensement. Le rapport révisé de recensement publié en avril 2018 fournit une description complète des progrès accomplis par les institutions libyennes dans les domaines de la gestion des frontières, du maintien de l'ordre et des systèmes de justice pénale en général, et cerne les domaines où un appui supplémentaire est nécessaire.

Gestion des frontières. En mars 2018, les autorités libyennes ont invité la mission EUBAM Libya à continuer de soutenir l'équipe nationale pour la sécurité et la gestion des frontières dans la rédaction d'un livre blanc sur la stratégie de gestion intégrée des frontières de la Libye.

Maintien de l'ordre. La mission facilite la coordination entre les autorités libyennes actives dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme et a soutenu la mise en place de plateformes de coopération (à savoir l'équipe nationale de lutte contre le terrorisme et le groupe de coordination de la lutte contre la criminalité organisée).

Justice pénale. En février 2018, la mission et le ministère libyen de la justice ont signé un protocole d'accord qui vise à améliorer le système de justice pénale libyen aux niveaux stratégique et technique.

ACTIVITÉS

La mission a conseillé l'équipe nationale libyenne pour la sécurité et la gestion des frontières en ce qui concerne l'amélioration du système libyen de gestion des frontières.

Elle a aidé le sous-groupe de travail sur les questions maritimes à définir la stratégie maritime globale.

La mission a commencé à recueillir des informations sur le sud de la Libye et sur la frontière entre la Libye et la Tunisie.

Elle a contribué à l'établissement du projet pilote de commissariat de police conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL).

La mission continue de travailler avec Frontex et Europol, qui mettent à disposition des experts intégrés à la mission selon un système de rotation et en fonction des besoins. Elle a également établi un premier contact avec INTERPOL en vue de déterminer les domaines de coopération possibles. La mission continue de coopérer avec la délégation de l'UE, l'opération Sophia, la MANUL et d'autres institutions des Nations unies comme le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), l'OIM, le PNUD et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Elle poursuit également ses efforts bilatéraux avec des États membres de l'UE. En outre, la mission continue d'honorer ses engagements au titre de la PSDC au Sahel et de collaborer avec d'autres acteurs internationaux.



INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a renforcé la coopération et la coordination entre les principales parties prenantes en soutenant la création du groupe de lutte contre la criminalité organisée et en facilitant le travail de l'équipe nationale pour la sécurité et la gestion des frontières et de son sous-groupe de travail sur les questions maritimes.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

La mission EUBAM Libya aide les services libyens responsables des contrôles aux frontières à établir un plan d'urgence en matière de contrôle des frontières terrestres et des eaux territoriales libyennes.

Nasser Segayer, président de l'équipe nationale libyenne pour la sécurité et la gestion des frontières

Nous apprécions sincèrement le soutien que vous avez apporté en 2018 aux services de sécurité au travers de vos formations, ateliers et visites de travail externes, de même que vos services de conseil et d'expertise. Nous remercions chaleureusement tous les membres de la mission EUBAM Libya et nous nous réjouissons à la perspective de la poursuite de notre fructueuse coopération en 2019 afin de renforcer les capacités de nos services de sécurité.

Général de brigade Youssef AL-Rabti, directeur adjoint de la direction nationale libyenne des enquêtes criminelles

Nous sommes très reconnaissants à la mission EUBAM Libya pour son engagement continu et pour sa contribution au soutien apporté au ministère de la justice dans le domaine du droit pénal.

Juge Nuri Elbakai, directeur du département des relations publiques et de la coopération du ministère de la justice

<http://eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/eubam-libya/>





Mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq)

Grâce à ses conseils d'experts et à une coordination efficace, la mission est devenue un contributeur crédible aux efforts que l'Iraq déploie pour réformer le secteur de la sécurité civile dans le pays. L'importance du travail de la mission a été soulignée par la décision prise par le Conseil en octobre 2018 non seulement de proroger son mandat, mais aussi de doubler ses effectifs.

RÉALISATIONS

Déployée en novembre 2017, la mission EUAM Iraq a consacré sa première année à consolider ses relations avec les conseillers du bureau du conseiller à la sécurité nationale et du ministère de l'intérieur ainsi qu'avec ses homologues internationaux des entités multinationales et des ambassades, un réseau dont l'étendue et l'importance ne cessent de croître. L'attribution d'espaces de bureaux au sein du ministère iraquien de l'intérieur et l'acceptation immédiate de la visite d'experts de la mission, qui ont ainsi contribué à obtenir des résultats tangibles malgré des déploiements de deux ou trois mois seulement, témoignent de l'importance de ces relations et de la confiance acquise.

Au cours de sa première année, la mission a fourni des conseils concrets aux partenaires irakiens en vue de la planification de la réforme stratégique du secteur de la sécurité. Elle a ainsi gagné la réputation d'être un acteur crédible et efficace de la réforme du secteur de la sécurité.

Une évaluation approfondie des besoins et des progrès accomplis s'est traduite par une augmentation substantielle du personnel autorisé de la mission, lequel a presque doublé, passant de 50 à 95 personnes avec l'approbation d'un deuxième mandat en octobre 2018, et l'octroi d'une prorogation jusqu'en avril 2020.

ACTIVITÉS

Basée à Bagdad, la mission prodigue des conseils aux fonctionnaires du bureau du conseiller à la sécurité nationale et du ministère de l'intérieur qui sont chargés d'assurer la mise en œuvre cohérente des aspects civils du programme de réforme du secteur de la sécurité en Iraq. Par son approche globale et cohérente, la mission encourage l'interaction entre les différents services, fait participer la société civile et a commencé à effectuer des visites dans les gouvernorats à l'appui des efforts déployés par l'Iraq afin de renforcer la coordination fédérale/infranationale en ce qui concerne les organismes de sécurité civile. En outre, la mission travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires internationaux afin de contribuer à la création de synergies et d'éviter les doubles emplois.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS, LES STRATÉGIES ET LES PLANS DE MISE EN ŒUVRE

Tout au long de l'année écoulée, la mission a fourni des conseils sur cinq lois différentes, dont la loi sur la police, et sur de multiples stratégies, politiques et plans de mise en œuvre connexes tels que la stratégie quinquennale du ministère de l'intérieur ainsi que la première stratégie iraquienne de lutte contre l'extrémisme violent élaborée sous les auspices du bureau du conseiller à la sécurité nationale.



CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Nous tenons à remercier la mission EUAM Iraq pour ses conseils pertinents. Nous nous réjouissons à la perspective d'une coopération accrue dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Général de division Mahir Najim Abdulhussain, sous-secrétaire à l'agence fédérale de renseignement, ministère de l'intérieur

Notre étroite collaboration avec la mission EUAM Iraq demeure essentielle pour aider le gouvernement iraquien à pérenniser les résultats obtenus au prix de gros efforts et à préserver la dynamique. Ensemble, nous contribuerons à la mise en place de services de sécurité irakiens durables et participatifs qui permettront de sécuriser les communautés et les frontières du pays, tout en renforçant la confiance et la bonne volonté de l'ensemble de la population iraquienne. Je remercie la mission pour son partenariat hautement apprécié.

Général de brigade Robert Delaney, groupe de forces interarmées multinationales

https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/euam-iraq_en





Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (EUCAP Sahel Niger)

La mission s'est employée, avec un effectif de 173 personnes, à aider, conseils et formations à l'appui, les forces de sécurité nigériennes à lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée et la migration irrégulière, en se fondant sur une approche globale, durable et axée sur les droits de l'homme.

RÉALISATIONS

Dans le but de renforcer les capacités nigériennes de lutte contre la criminalité organisée, les experts de la mission ont fourni du matériel et dispensé des formations aux fins de la lutte contre le trafic de drogue et d'armes. Grâce aux compétences acquises en matière de techniques d'enquête et au matériel hautement performant reçu depuis plusieurs années, la police nigérienne a démantelé en avril 2018 un réseau international de trafiquants et saisi plus de 2 tonnes de drogue pour une valeur marchande de 4,75 millions d'euros.

La mission a mis son expertise au service des compagnies mobiles de contrôle des frontières (CMCF) et a réuni l'ensemble des acteurs et des instruments concernés grâce à une approche intégrée à plusieurs niveaux, de façon à assurer une mise en œuvre correcte et durable de ce projet. Le projet CMCF, dont les autorités nigériennes assument la pleine responsabilité, bénéficie des moyens financiers, des connaissances techniques et du soutien politique de plusieurs acteurs tels que la mission EUCAP Sahel Niger, les États membres de l'UE et la délégation de l'UE.

Le renforcement des capacités de la police technique et scientifique nigérienne a constitué l'une des priorités de la mission depuis le début de son déploiement à l'été 2012. Aujourd'hui, la police scientifique nigérienne a acquis une autonomie considérable et le Niger peut être considéré comme un centre régional d'excellence dans ce domaine et dans le contexte des pays voisins du G5.

ACTIVITÉS

La mission a effectué des visites régulières sur le terrain dans toutes les régions du Niger, ce qui lui a permis de dispenser des formations ainsi que de fournir du matériel, des conseils et des informations actualisées sur les routes migratoires.

Elle a soutenu des projets du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, tels que l'équipe commune d'enquête, afin de dispenser des formations sur les techniques d'enquête/d'intervention et la falsification de documents à sa composante nigérienne.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a contribué à la révision du code pénal et du code de procédure pénale en 2018. En outre, elle a remis au total 3 000 exemplaires imprimés de ces deux codes aux autorités judiciaires nigériennes.

Elle a également fourni des conseils sur l'élaboration de la loi portant organisation et compétence judiciaires au Niger, signée en juin 2018. Cette loi prévoit la création d'un tribunal de première instance dans des régions auparavant éloignées des structures judiciaires. C'est la mission qui avait proposé la création du tribunal de première instance.



CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

En six ans, la mission EUCAP nous a beaucoup apporté. Les résultats obtenus sont tangibles et visibles. Notre système de sécurité, dont les capacités ont été renforcées, est aujourd'hui un système résilient, sur lequel le Niger peut s'appuyer, dans un contexte particulièrement difficile en raison des menaces qui nous entourent.
Brigi Rafini, Premier ministre du Niger

Cet important soutien de l'Union européenne, fourni par l'intermédiaire de la mission EUCAP Sahel Niger selon une approche globale, pluri-disciplinaire, cohérente et durable fondée sur

les droits de l'homme et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontière, a produit des résultats concrets et encourageants. Il est toutefois nécessaire de poursuivre ces efforts afin que nous puissions relever les défis qui se posent au Niger et dans toute la sous-région.

Mohamed Bazoum, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation du Niger

Je tiens à souligner qu'il n'est pas fréquent que les partenaires s'engagent comme le fait la mission EUCAP Sahel Niger, sans réserve.

Marou Amadou, ministre de la justice du Niger

https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger_fr





Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali)

La mission s'est employée, avec un effectif de 158 personnes, à appuyer la restructuration des forces de sécurité intérieure maliennes (police nationale, gendarmerie nationale et garde nationale) en fournissant des conseils stratégiques et en organisant des formations.

RÉALISATIONS

La mission a renforcé les capacités de la brigade d'investigation spécialisée (BIS) en apportant des conseils stratégiques, en organisant des formations spécialisées et en mettant en place des projets d'équipement. Grâce à l'appui logistique de la mission EUCAP, la BIS a pu ouvrir des enquêtes dans les régions septentrionale et centrale du Mali.

La mission a contribué au développement d'une compréhension commune (entre les forces militaires et les forces de sécurité) du rôle des pré-vôts au sein des unités nationales et de la force conjointe du G5 Sahel en organisant des activités conjointes avec la mission de formation militaire de l'UE (EUTM).

La mission a appuyé la mise en œuvre du plan de sécurisation intégrée des régions du centre. Elle a effectué des missions régulières dans les régions de Ségou et de Mopti, organisé des formations en amont du déploiement, fourni des conseils sur le déploiement des forces de sécurité intérieure, et élaboré et exécuté des projets d'infrastructure et d'équipement dans la région, en vue d'y renforcer la présence des forces de sécurité intérieure.

La mission a continué de soutenir la cellule de coordination régionale (CCR) de l'UE. Elle a apporté un soutien administratif et logistique à la CCR au Mali et dans les autres pays du G5 Sahel. Elle a également aidé à l'organisation des premières activités opérationnelles de la CCR.

ACTIVITÉS

La mission a organisé 99 formations, auxquelles ont participé 2 278 personnes (dont 173 femmes), sur des sujets tels que la réforme des systèmes de gestion des ressources humaines, la structure de commandement, la police scientifique, la police de proximité, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, la détection de la fraude aux documents et le respect des droits de l'homme pendant les opérations de police.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a dispensé des conseils sur 5 lois définissant le recrutement des forces armées maliennes, les récompenses et sanctions, l'enrôlement et le réenrôlement, le statut de la gendarmerie ainsi que le statut du personnel militaire.

Elle a fourni des conseils sur 3 politiques et stratégies: le plan d'action pour la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité; le plan d'action 2018-2020 pour la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme; l'appui au processus d'élaboration en cours d'une stratégie nationale sur la sécurité des frontières.

SOUTIEN CONCRET

La mission a fourni pour 1 248 621 euros d'équipements aux forces de sécurité intérieure maliennes dans la capitale Bamako ainsi que dans les régions de Mopti, de Ségou, de Kayes et de Sikasso. Elle a également financé à hauteur de 887 823 euros des projets d'infrastructure (réhabilitation et rénovation) à Bamako, à Ségou et à Kayes.



CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Merci de votre action. Nous nous félicitons de l'ap-pui, qui se traduit par un renforcement toujours plus grand des capacités de nos forces.
Général Satigui dit Moro Sidibé, directeur général de la gendarmerie nationale

Notre coopération avec la mission EUCAP progresse dans le bon sens. Elle a permis de renforcer les capacités de la police. Nous ne pouvons

pas disposer de ressources humaines compétentes si notre personnel est mal formé. Sa formation est essentielle pour l'avenir.

Contrôleur général Moussa Ag Infahi, directeur général de la police nationale

Le quartier général de la garde nationale malienne travaille en étroite collaboration avec la mission EUCAP Sahel Mali.

Général Ouahoun Koné, garde nationale

https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-mali_fr



Pas de sécurité sans les femmes

La participation significative et équitable des femmes ainsi que leur protection sont indispensables pour l'instauration d'une paix durable. Les missions et opérations relevant de la PSDC tiennent compte à chaque instant de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes; encourager la participation des femmes fait partie intégrante de leurs mandats. Au rang de leurs activités concrètes figurent la fourniture de conseils sur la prise en compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'organisation de formations sur les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes pour les services de sécurité des pays partenaires.

LIEUTENANTE-COLONELLE AFËRDITA MIKULLOVCI: FAIRE RESPECTER LA LOI AVEC DÉVOUEMENT ET PROFESSIONNALISME

La lieutenant-colonelle Afërdita Mikullovcı a été l'une des premières femmes à obtenir son diplôme de l'académie de police du Kosovo et à accéder à un poste de direction au sein du service de police du Kosovo. En 2018, elle a été promue au poste de directrice de la police régionale. En tant que directrice de la partie sud de Mitrovica, elle est à la tête de l'une des régions géographiques les plus complexes et les plus sensibles du Kosovo. Malgré cela, une analyse effectuée par la police du Kosovo montre une baisse générale des incidents et des affaires pénales dans la région en 2018.

Interrogée sur la recette de son succès, M^{me} Mikullovcı répond sans hésitation:

Vous devez être déterminé à faire respecter la loi, sans compromis. Vous devez également faire preuve d'un maximum de dévouement et d'engagement, ainsi que d'un professionnalisme de tous les instants.

La lieutenant-colonelle est un officier de police très respecté et un modèle à suivre pour les autres femmes et les hommes de la police du Kosovo. Elle tient toutefois à souligner que sa réussite et ses réalisations ont nécessité beaucoup de soutien:

Je n'en serais jamais arrivée là sans le précieux soutien de ma direction, de mes collègues, des partenaires extérieurs tels que la mission EULEX et de ma famille aimante.

L'ENCADREMENT FÉMININ AU QUOTIDIEN: ANTJE PITTELKAU, CHEF ADJOINT DE LA MISSION EUCAP SAHEL NIGER

Élevée à un rang au sein de la police allemande équivalent à celui de commissaire de police, Antje Pittelkau revient sur une carrière remar-

quable menée dans les services de sécurité nationale depuis plus de 30 ans. Avant d'occuper son poste actuel, elle a été chef de cabinet du ministre chargé de l'intérieur du Sénat de Berlin et a dirigé le département «islamisme» de l'agence de renseignement interne de l'Allemagne. Outre son expérience exceptionnelle dans le secteur de la sécurité allemand, M^{me} Pittelkau a travaillé plusieurs années pour des institutions de gestion de crise de l'UE telles que la CPCC à Bruxelles et la mission de police de l'Union européenne en Afghanistan. Elle commente:

Chaque fois que je m'entretiens avec des femmes officiers au Niger, j'ai le sentiment qu'elles ont choisi leur profession avec une totale conviction pour servir leur pays et qu'elles ont parfois dû surmonter d'énormes obstacles pour atteindre leurs objectifs. C'est leur ambition et leur force qui me poussent à soutenir leur travail.

Qu'elles soient épouses, mères ou sœurs, les femmes du Sahel exercent souvent une forte influence sur les membres masculins de leur famille, qui empruntent la voie de la violence et de l'extrémisme ou déposent les armes. Il est dès lors essentiel que nous soutenions tous les efforts visant à accroître la participation des femmes dans le secteur de la sécurité.

SERGENTE CLAUDE-CARINE BARBAZA: MEMBRE DE LA FAMILLE DES SOLDATS

Claude-Carine Barbaza est sergente dans le 4^e Bataillon d'infanterie territoriale des forces armées centrafricaines (FACA). Elle vient tout juste de commencer sa formation, d'une durée de 3 mois, avec les instructeurs de la mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA). Se sentant pleinement intégrée dans sa section, elle est motivée à apprendre et à découvrir d'autres techniques de combat, le maniement des armes et les capacités d'encadrement. Sa préférence va pour le moment à l'apprentissage des techniques de combat et de l'adresse au tir. Elle estime que tous les soldats des FACA devraient venir suivre



une formation EUTM afin d'apprendre à défendre leur pays.

Ici, j'ai découvert la camaraderie des armes. Nous devons tous être unis et lutter ensemble sans aucune discrimination.

PROTÉGER LES AUTRES: CAPORALE-CHEF PASQUALINA ESPOSITO

La caporale-chef (OR-3) Pasqualina Esposito est un fantassin de la force de protection de la mission de formation en Somalie (EUTM Somalia) à Mogadiscio. En tant que membre d'un peloton d'infanterie, elle contribue grandement aux objectifs de la mission EUTM Somalia, qui vise à renforcer les institutions fédérales somaliennes de défense. En tant que fusilier au sein de la force de protection, elle assure la sécurité des formateurs, des mentors et des conseillers de la mission lorsqu'ils mènent des activités en dehors du complexe sécurisé de l'aéroport international de Mogadiscio. À cette fin, elle doit effectuer des exercices de surveillance de convois de véhicules, remplir des fonctions d'«ange gardien», ainsi que dégager et surveiller les aires et les installations d'entraînement. Sa participation

à la mission permet à la force de protection de fouiller le personnel féminin d'une manière respectueuse et soucieuse de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Comment décrirais-je mes fonctions? Fondamentalement, je mets mes camarades à l'abri du danger. J'assure leur protection.





Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali)

La mission a organisé des formations, fourni des conseils et mené à bien des projets en faveur des forces armées maliennes (FAM), afin de renforcer les capacités militaires, d'assurer la sécurité et de rétablir pleinement l'intégrité territoriale du Mali sous le contrôle des autorités civiles tout en rendant opérationnel le quartier général de la force conjointe du G5 Sahel.

RÉALISATIONS

En 2018, la mission EUTM Mali a déployé 11 équipes mobiles conjointes de conseil et de formation, qui ont formé 1 198 membres des FAM (100 officiers, 346 sous-officiers et 752 soldats) dans les régions militaires de Sikasso, de Kati, de Ségou, de Gao, de Kayes, de Tombouctou et de Sévaré. En parallèle, une formation a été dispensée dans le cadre de 70 cours (60 au centre de formation de Koulikoro et 10 dans des sites décentralisés) à 2 542 autres stagiaires (526 officiers, 880 sous-officiers et 1 136 soldats). Les cours portaient notamment sur les tactiques d'infanterie interarmées, le commandement de compagnie, l'artillerie, le tir de mortier, la défense terrestre des bases aériennes, le contrôle aérien tactique, la signalisation, la topologie, la recherche militaire pour les ingénieurs (formation de base et formation des formateurs), la mécanique, la conduite tactique et le droit international relatif aux droits de l'homme (formation de base et formation des formateurs).

L'équipe spéciale consultative (ATF) a poursuivi le développement des structures organisationnelles des FAM, en soutenant des programmes essentiels facilitant le fonctionnement, le commandement et le contrôle (C2OPS) des FAM, par exemple le système d'information sur la gestion des ressources humaines (SIGRH), le système d'information logistique (SILOG) ou le programme d'appui au renforcement de la sécurité et de la protection civile.

La mission a amélioré le fonctionnement et la capacité opérationnelle totale du quartier général de la force conjointe du G5 Sahel en fournissant des conseils stratégiques, en apportant un soutien à la formation aux niveaux opérationnel et tactique et en mettant en place des procédures multinationales de passation de commandement.

ACTIVITÉS

Les unités de la force de protection de la mission EUTM Mali ont effectué plus de 1 600 patrouilles de sécurité de la taille de brigades et 220 de la taille de pelotons sur les sites de la mission et au cours d'activités décentralisées.

Le concept de formation du 4^e mandat est axé sur l'efficacité de la formation et de l'instruction et sur l'encadrement, l'objectif final étant de doter les FAM de leur propre système de formation durable. Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la formation, la force spéciale sur l'instruction et la formation (ETTF) intégrant la doctrine de l'encadrement et du commandement depuis le 6^e cours de commandant de compagnie (CCC). Un certain nombre de cours de formation des formateurs et des instructeurs ont été dispensés aux fins de favoriser le renforcement des capacités des commandants maliens. En parallèle, les instructeurs des FAM ont été intégrés dans des cours, par exemple le CCC et l'élément de contrôle aérien tactique, où ils enseignent aux côtés de leurs homologues de la mission EUTM. De nouvelles étapes importantes ont également été franchies dans les écoles militaires des FAM, ce qui a permis à l'ETTF d'offrir des cours d'informatique, d'encadrement et d'anglais dans l'école d'état-major. En outre, du 3 au 14 décembre 2018, l'ETTF a organisé des formations sur la lutte contre l'insurrection, les soins médicaux, la recherche militaire de base et la préparation physique à l'école militaire interarmées.

L'ATF a fourni des conseils à plusieurs niveaux afin de rendre opérationnelle la force conjointe du G5 Sahel, permettant au personnel des quartiers généraux de la force conjointe et des secteurs du G5 Sahel de définir leurs procédures grâce à une combinaison d'activités individuelles, de séminaires et de cours. Les conseils stratégiques portaient sur la poursuite de la mise en



œuvre des capacités de gestion de l'information (C2OPS, SIGRH et SILOG). L'ATF aide également directement le chef d'état-major général des armées à mettre en œuvre les plans budgétaires actuels, à définir la méthode d'élaboration du budget 2020-2024 en s'appuyant sur la loi d'orientation et de programmation militaire et à mettre en place un comité directeur pour le prochain cycle de planification financière, préalablement à une demande du ministère de la défense. L'ATF a également supervisé plusieurs projets réalisés en faveur des FAM à l'aide de fonds de donateurs nationaux européens (cliniques, écoles, matériel médical, système mondial de localisation, systèmes informatiques, etc.).

ENGAGEMENT

La mission comprend environ 650 personnes originaires de 21 États membres de l'UE et de 5 pays tiers. Les coûts communs du mandat actuel s'élèvent à environ 39 millions d'euros.

La cellule de planification, centrée sur l'exercice 2019, prévoit un niveau d'ambition similaire pour les activités tant centralisées que décentralisées, tout en continuant à fournir un soutien aux quartiers généraux de la force conjointe et des secteurs du G5 Sahel. Étant donné que la formation d'anciens membres de groupes armés, dans le cadre d'un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration après un conflit, pourrait se concrétiser en 2019, des plans de circonstance conséquents sont actuellement en cours d'élaboration à cet égard.

<http://www.eutmmali.eu>





Cellule de coordination régionale de l'UE pour le Sahel: appui à la coopération en matière de sécurité entre le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad

Les pays du Sahel ont reconnu la nécessité d'une coopération interrégionale en matière de sécurité afin de faire face aux difficultés et menaces qui leur sont communes. Ils ont demandé conseil à l'Union européenne à cet égard. La cellule de coordination régionale (CCR) analyse, planifie et propose des mesures pour renforcer la coopération en matière de défense et de sécurité entre les pays du Sahel.

La cellule de coordination régionale est une action, et non une mission, relevant de la PSDC; sa couverture géographique et son mandat sont plus vastes que ceux d'une mission. Les experts en sécurité de la CCR forment un réseau intégré au sein de la mission EUCAP Sahel Mali et des délégations de l'UE auprès des pays du Sahel.

La «régionalisation» combine des activités civiles et militaires dans le but de renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense intérieures entre les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Elle poursuit les objectifs stratégiques suivants: soutenir la coopération transfrontière; soutenir les structures de coopération régionale, en particulier celles du G5 Sahel, et dans ce contexte, renforcer les capacités nationales des pays du G5 Sahel.

La mise en œuvre de l'initiative est structurée en trois phases: mise en route, consolidation et expansion. Au cours de la première phase, une

cellule de coordination régionale a été déployée en 2017.

À titre de première mesure, cette plateforme d'experts a procédé à une analyse des besoins et des lacunes, qui a fourni les éléments de base ayant permis au SEAE d'élaborer un plan régional de mise en œuvre de la PSDC. S'appuyant sur ce plan, les États membres de l'UE ont décidé d'étendre les zones opérationnelles des missions existantes à tous les pays du G5 Sahel, sans préjudice de leurs mandats principaux respectifs, et ont chargé le SEAE d'élaborer un concept d'opération pour la deuxième phase de la régionalisation, que les ministres des affaires étrangères des États membres ont approuvé le 18 février 2019. Il prévoit un ensemble de tâches telles que la fourniture de conseils stratégiques aux structures et aux pays du G5 Sahel, l'apport d'un soutien aux délégations de l'UE par l'entremise de services d'expertise dans les domaines de la sécurité et de la défense, ainsi que la facilitation et la coordination des initiatives de formation et de conseil entreprises par les missions PSDC dans les pays du G5.



PERSPECTIVES: CONSOLIDATION DU SOUTIEN

Une cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR) renforcée, composée de 22 experts civils et militaires, sera progressivement déployée. Sa structure de contrôle et de coordination sera transférée de Bamako à Nouakchott, où se trouve le siège des principales institutions du G5. La CCCR restera administrativement in-

tégrée dans la mission EUCAP Sahel Mali et ses membres resteront incorporés aux délégations de l'UE auprès des autres pays du G5.

La deuxième phase débutera en mai 2019, avec le déploiement progressif de la nouvelle CCCR et la planification des premières activités par la CCCR et les missions PSDC dans les zones opérationnelles élargies.





Mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia)

La mission a encadré et conseillé des homologues somaliens en vue du rétablissement de la gouvernance de la sécurité civile maritime ainsi que des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Somalie. La mission, forte de 88 membres, dispose de personnel au siège de Mogadiscio, dans les antennes de Hargeisa (Somaliland) et de Garowe (Pount) et dans les services d'appui administratif à Nairobi.

RÉALISATIONS

La mission a contribué à la définition et à la mise en œuvre de l'architecture de sûreté maritime de la Somalie.

Elle a apporté un appui au transfert progressif des tâches de l'unité maritime de la mission de l'Union africaine en Somalie à l'unité de police maritime de la force de police somalienne (SPF MPU) de Mogadiscio dans le cadre du plan de transition de la Somalie.

La mission a facilité l'accord du sous-volet maritime de l'approche globale de la sécurité, codirigée par le ministère somalien de la sécurité intérieure et la mission EUCAP Somalia, en vue de mettre en place des unités de police maritime au niveau infranational, et a codirigé, avec l'ONG Oceans Beyond Piracy, le comité de coordination de la sécurité maritime des partenaires somaliens et internationaux chargé de mettre en œuvre la stratégie concernant la sécurité et les ressources maritimes de Somalie.

La mission a soutenu la participation de la SPF MPU à l'exercice multinational Cutlass Express 2018 dirigé par les États-Unis, le premier engagement international de la Somalie de cette envergure depuis 1991.

La mission a dispensé des conseils pour la mise en œuvre du projet de développement de la SPF MPU de l'UE dans le cadre de l'instrument de l'UE contribuant à la stabilité et à la paix.

Elle a mis en œuvre un projet de 6 mois financé par la Suède en faveur des garde-côtes du Somaliland, qui portait entre autres sur la livraison de bateaux et l'organisation de formations.

La mission a encadré le bureau central national d'Interpol en Somalie chargé de statuer sur les affaires concernant la pêche illicite, non déclai-

rée et non réglementée, la traite des êtres humains et la pollution maritime.

Elle a organisé la formation ad hoc de l'opération Atalanta de la force navale de l'UE (EU NAVFOR) pour les unités de police maritime somaliennes et a participé aux activités de l'opération Atalanta le long des zones côtières éloignées du Pount et du Galmudug afin d'aider à sensibiliser au secteur maritime.

ACTIVITÉS

La mission a encadré des homologues au niveau ministériel, y compris dans les États fédérés, sur des sujets tels que les fonctions de garde-côtes internationalement reconnues et la compétence en vertu du droit international des services répressifs maritimes.

La mission a organisé 36 ateliers, auxquels ont participé 503 policiers, procureurs et juges spécialisés en droit maritime (dont 51 femmes), sur l'application du droit maritime civil, la chaîne pénale en matière maritime et la rédaction législative.

Elle a guidé le conseil de perfectionnement professionnel de la police somalienne dans le cadre de l'élaboration d'un programme national de formation de la police maritime. Elle a également fourni un appui au redémarrage du programme de formation des élèves officiers de la force de police somalienne, dont les unités de police maritime ont également bénéficié.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a dispensé des conseils sur les aspects du plan de transition de la Somalie relatifs à la sécurité civile maritime et sur les plans de la police d'État (tous approuvés par le Conseil national de sécurité de la Somalie).



Elle a facilité l'approbation par la chambre basse et la chambre haute du Parlement du Somaliland du projet de loi sur les garde-côtes du Somaliland.

SOUTIEN CONCRET

La mission a fourni pour 384 900 euros d'équipements, dont des bateaux de patrouille, un véhicule, un centre de formation mobile, une base de données de la police, des systèmes de communication sans fil et de radio maritime, des stations de travail, des imprimantes et des accessoires informatiques et de communication.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Je suis heureux de pouvoir compter sur votre soutien à tout moment sans même avoir à le demander. Voir aujourd'hui d'autres intervenants nationaux réunis dans une même salle est un événement tout à fait remarquable.

Lieutenant-colonel Anwar, commandant de la SPF MPU, Mogadiscio

Je pense vraiment que le projet JMICC (centre conjoint d'information et de coordination maritimes) est une réponse unique et novatrice aux problèmes qui ont miné la Somalie au cours de la dernière décennie, et nous nous efforcerons d'atteindre l'objectif souhaité par tous, à savoir institutionnaliser le financement direct du gouvernement du Pount afin d'assurer la durabilité future de ce projet vital.

Guled Osman, directeur de la coordination du renforcement des capacités, bureau du président du Pount

Les stagiaires possèdent à présent des connaissances suffisantes et les techniques nécessaires pour répondre aux exigences des enquêtes, comme la compétence judiciaire, les compétences en matière de planification, d'évaluation des risques ou d'interrogatoire, et les modalités à suivre pour soumettre une affaire aux autorités judiciaires.

Ali Odey, instructeur, bureau du procureur général du Somaliland

<https://www.eucap-som.eu/>





Mission de formation en Somalie (EUTM Somalia)

La mission EUTM Somalia joue un rôle essentiel dans la réforme et le renforcement des capacités du ministère somalien de la défense et des forces armées nationales somaliennes (FANS), en donnant des avis militaires aux autorités somaliennes aux niveaux politique et stratégique, en formant des unités militaires intégrées et composées de membres de plusieurs clans, en organisant des cours pour former les futurs instructeurs et en appuyant la mise en place d'un système de formation militaire pérenne propre aux Somaliens.

RÉALISATIONS

L'élaboration de la loi sur la défense nationale somalienne, désormais sous le contrôle du Parlement, ainsi que du code de conduite des FANS, fournit le cadre législatif et réglementaire nécessaire à la réforme en cours du secteur de la défense.

La création du forum «Volet 2A» permet à tous les acteurs de la communauté internationale de coordonner et de normaliser leurs actions et efforts collectifs en vue de développer les capacités du ministère de la défense et des FANS, et de fournir des conseils dans le cadre de la planification conjointe de la transition entre les FANS et la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

La mission a continué de faire progresser et de développer les relations de commandement et de contrôle des FANS, de même que les structures générales et les concepts et structures logistiques. Deux officiers de l'armée nationale somalienne (ANS), accompagnés d'un conseiller logistique de la mission EUTM, ont suivi à Addis-Abeba un cours de logistique organisé par l'équipe britannique de soutien à la paix – Afrique.

La mission a planifié et organisé des cours et des exercices de formation, aboutissant à la formation de trois compagnies d'infanterie légère et à la remise de brevets à 360 soldats, trois cours de génie de combat, auxquels ont participé 68 soldats, et trois formations des formateurs, auxquelles ont participé 40 stagiaires. Des cours de formation d'état-major, un cours de police militaire et un cours sur la planification opérationnelle ont également été donnés à des officiers occupant des postes clés au sein des FANS. La mission EUTM Somalia a dirigé le premier cours de police militaire destiné aux FANS, qui a été suivi avec succès par 25 étudiants.

La mission a assuré la formation, conjointement avec l'Amisom et l'ANS, de trois compagnies d'infanterie légère, avec la contribution d'acteurs internationaux comme les Nations unies.

ACTIVITÉS

La mission a continué de donner des avis militaires aux niveaux politique et stratégique en s'appuyant sur son approche basée sur les trois piliers que sont la formation, le conseil et l'encadrement. La mission continuera de fournir des conseils sur la mise en œuvre et la mise à jour du «Guide du ministère de la défense», afin de rendre cette institution opérationnelle, ainsi que sur l'élaboration du code pénal et disciplinaire militaire, afin de renforcer le cadre juridique au sein des FANS.

La participation de la mission au sein du «Volet 2A» demeurera l'une des principales priorités de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité en Somalie.

La mission poursuivra et encouragera les activités de formation actuelles, bien que le principal effort devrait porter sur les formations des formateurs, étant donné que les activités de formation seront à l'avenir assurées par des instructeurs somaliens, encadrés par le personnel de la mission.

Pour le prochain mandat, on peut s'attendre à ce qu'à l'avenir soit mise en œuvre une structure de système de formation propre aux Somaliens, avec l'intégration d'activités d'encadrement dans le commandement de la formation et de la doctrine, dans les centres de formation et dans le service de formation de l'état-major général de l'ANS.

La mission a organisé et mis en place l'enregistrement biométrique dans l'ensemble des FANS,



y compris la production des cartes d'identité et le paiement des salaires des FANS par monnaie électronique virtuelle.

La mission a appuyé la capacité de gestion médicale des FANS, en mettant à disposition un conseiller médical se consacrant principalement à la mise sur pied du premier hôpital militaire somalien et à la création d'un nouveau centre médical Rôle 1 au quartier général des FANS.

PARTENAIRES

La mission EUTM Somalia est l'un des éléments de l'approche intégrée de l'UE en Somalie, elle assure donc la liaison avec de nombreux acteurs internationaux, européens et nationaux et coopère avec eux, notamment avec les autorités

somaliennes, la mission EUCAP Somalia, l'EU NAVFOR, l'opération Atalanta, la délégation de l'UE, le Bureau d'appui des Nations unies pour la Somalie, le Bureau d'appui des Nations unies pour l'Amisom, l'Amisom, la cellule de coordination militaire des États-Unis, Turksom, la mission britannique en Somalie et les ambassades internationales en Somalie.

ENGAGEMENT

Créée en 2008 et dotée d'un mandat jusqu'au 31 décembre 2020, la mission EUTM Somalia compte environ 140 personnes originaires de 8 États membres de l'UE et d'un État tiers partenaire. Elle dispose d'un budget de 22,9 millions d'euros pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2020.

<https://www.eutm-somalia.eu/>





Force navale de l'Union européenne (EU NAVFOR) en Somalie – Opération Atalanta

L'opération Atalanta, qui a célébré son dixième anniversaire en décembre 2018, a poursuivi sa mission de base, qui est de dissuader, d'empêcher et de réprimer les actes de piraterie dans le golfe d'Aden et l'océan Indien occidental tout en assurant la protection des navires du Programme alimentaire mondial (PAM) ainsi que d'autres navires vulnérables.

OBJECTIFS

Conformément à la résolution 1816 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'opération Atalanta veille à la protection des navires vulnérables, notamment les navires du Programme alimentaire mondial acheminant de l'aide alimentaire en Somalie, à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer, et à la surveillance des activités de pêche au large des côtes somaliennes. L'EU NAVFOR soutient également, dans la mesure de ses moyens et de ses capacités, d'autres missions, institutions et instruments de l'UE travaillant en Somalie et des programmes régionaux de l'UE dans le domaine de la sécurité maritime, par exemple le projet pour les routes maritimes critiques de l'océan Indien (CRIMARIO) et le programme régional pour la sécurité maritime (MASE).

RÉALISATIONS

L'opération Atalanta a considérablement contribué, avec ses partenaires internationaux, à la diminution des actes de piraterie dans l'océan Indien occidental. En janvier 2011, les activités de piraterie en Somalie ont atteint un pic avec 32 navires capturés et 736 otages détenus. Depuis décembre 2018, aucun navire ni membre d'équipage d'un navire enregistré auprès de l'Organisation maritime internationale n'est tombé aux mains des pirates. En 2018, il n'y a eu que deux tentatives d'attaques de pirates, qui ont échoué. Le 28 octobre 2018, l'EU NAVFOR a suivi et détruit un baleinier à moteur impliqué dans une activité de piraterie, envoyant ainsi un message de dissuasion fort.

L'opération continue d'afficher un taux de réussite de 100 % pour la protection des navires du PAM acheminant de l'aide en Somalie: un peu

plus de 1,8 million de tonnes métriques d'aide alimentaire a été acheminé depuis le lancement de l'opération.

Il demeure essentiel de poursuivre les personnes soupçonnées d'actes de piraterie arrêtées par l'EU NAVFOR et transférées vers les États régionaux pour y être jugées (processus dit de l'«aboutissement juridique») si l'on veut que la campagne de dissuasion soit crédible. Au total, l'EU NAVFOR a transféré 166 pirates présumés depuis 2009, ce qui a donné lieu à 145 condamnations et à 15 acquittements, 6 affaires étant toujours en cours.

Le Centre de sécurité maritime – Corne de l'Afrique (MSCHOA), une initiative de l'EU NAVFOR, continue d'évaluer la vulnérabilité des navires sur la base de rapports volontaires et fournit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, un soutien aux capitaines des navires transitant par la zone d'opération. Le MSCHOA est la clé de voûte de la relation entre l'EU NAVFOR et le secteur du transport maritime commercial depuis le lancement de l'opération.

ACTIVITÉS

L'EU NAVFOR se joint à d'autres opérations internationales et multinationales de lutte contre la piraterie ainsi qu'au secteur maritime afin d'appliquer les bonnes pratiques de gestion et d'utiliser des équipes de sécurité armées privées, l'objectif étant la suppression des actes de piraterie. Cependant, l'attaque manquée du 16 octobre 2018 contre le *KSL Sydney* montre clairement que d'aucuns ont toujours la volonté et les moyens de commettre des actes de piraterie.

L'EU NAVFOR a continué de protéger les navires du PAM acheminant de l'aide alimentaire à la population somalienne grâce à des activités d'es-



corte et de surveillance, ainsi qu'à l'utilisation de détachements autonomes de protection des navires à bord des navires affrétés par le PAM.

Dans le même temps, l'opération Atalanta continue d'assister les missions EUCAP Somalia et EUTM Somalia (ses deux missions sœurs dans le cadre de l'approche globale de l'UE concernant la Somalie) et aide efficacement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à soutenir les communautés de pêcheurs dans les zones qui étaient particulièrement en proie à la piraterie.

ENGAGEMENT

L'EU NAVFOR compte en moyenne 700 membres provenant de 19 États membres de l'UE, de deux pays partenaires et d'un État tiers contributeur. Elle se compose généralement de un à trois navires de combat de surface (en provenance de Corée du Sud, d'Espagne, de France et d'Italie) et de un ou deux avions de patrouille maritime (en provenance d'Allemagne et d'Espagne).

<http://eunavfor.eu/>





Mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)

La mission EUTM RCA fait partie de l'approche globale de l'UE en République centrafricaine. Cette approche vise à contribuer aux efforts déployés par les partenaires africains et la communauté internationale en vue de rétablir la stabilité et de soutenir le processus de transition politique dans le pays.

OBJECTIFS

La mission soutient la réforme du secteur de la défense, dans le cadre d'un processus global de réforme du secteur de la sécurité pris en main au niveau local et coordonné par la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), en étroite coordination avec la délégation de l'UE en République centrafricaine.

RÉALISATIONS

En collaboration avec la Minusca, la mission fournit des conseils aux équipes présidentielles chargées de superviser la politique de sécurité nationale et la réforme du secteur de la sécurité. À cette fin, la mission EUTM RCA contribue à la restructuration du secteur de la défense dans trois domaines: conseil stratégique, formation opérationnelle et instruction. Au terme de son premier mandat de deux ans, le 20 septembre 2018, la mission EUTM RCA a conseillé, instruit et formé plus de 3 400 soldats, hommes et femmes, des forces armées centrafricaines (FACA).

La mission a fourni des conseils stratégiques aux autorités politiques et militaires, tant dans le domaine de la planification des déploiements que dans l'élaboration de documents essentiels, dont un plan de défense nationale, une loi sur les achats militaires et des plans de recrutement. Elle a également procédé à une analyse approfondie des projets d'infrastructure et d'équipement financés par l'UE en appui aux déploiements des FACA.

Dans le domaine de la formation opérationnelle, la mission a terminé la formation de trois bataillons d'infanterie déployables. La mission a également achevé la validation de quatre unités spécialisées (groupe spécial de protection républicaine, forces spéciales, renseignement et bataillon amphibie), tout en dispensant des formations spécifiques à 886 officiers et sous-officiers dans des domaines tels que la signalisation, le commandement, la tactique, le droit international humanitaire, les droits de l'homme et la prévention des abus sexuels, entre autres.

Enfin, la mission a permis la réintégration de 232 anciens rebelles dans les FACA dans le cadre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement.

ACTIVITÉS

Le 30 juillet 2018, le Conseil a prorogé le mandat de la mission EUTM RCA jusqu'au 19 septembre 2020. Il a également modifié le mandat de la mission afin qu'elle puisse fournir des conseils stratégiques non seulement au ministère de la défense, au personnel militaire et aux forces armées, mais aussi au cabinet du président, et qu'elle puisse prodiguer des conseils sur la coopération entre civils et militaires, y compris auprès du ministère de l'intérieur et de la gendarmerie. Le mandat permet de soutenir les autorités centrafricaines dans la préparation et la mise en œuvre de la prochaine réforme du secteur de la défense et de la sécurité en aidant les FACA à se prendre en charge et à renforcer les capacités et qualités nécessaires pour atteindre l'objectif de FACA modernisées, efficaces, ethniquement équilibrées et démocratiquement responsables.



PARTENAIRES

La mission EUTM RCA n'est qu'un des éléments de l'approche globale de l'UE en République centrafricaine. Elle assure la liaison et la coordination avec de nombreux acteurs internationaux, européens et nationaux, parmi lesquels les Nations unies, l'Union africaine, la Minusca, la délégation de l'UE, les autorités centrafricaines, l'ambassade de France, l'ambassade des États-Unis et l'ambassade de Chine.

ENGAGEMENT

Lancée le 16 juillet 2016, la mission EUTM RCA comprend environ 180 membres originaires de huit États membres de l'UE et de trois pays tiers partenaires. La durée du mandat a été prolongée jusqu'au 19 septembre 2020. Le budget de la mission pour la période 2018-2020 s'élève à 25,4 millions d'euros.

https://eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eutm-rca_fr





Opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED – Opération Sophia)

La mission s'est attachée à démanteler le modèle économique des passeurs de migrants et des trafiquants d'êtres humains. L'année 2018 a été marquée par une réduction continue des flux migratoires le long de la route de la Méditerranée centrale et par la consolidation de l'opération en tant qu'acteur de la sécurité maritime dans cette région.

OBJECTIFS

L'opération Sophia est une opération militaire de gestion de crise qui contribue à améliorer la sécurité maritime en Méditerranée et concourt au retour de la stabilité et de la sécurité en Libye.

Elle a pour mandat de participer au démantèlement du modèle économique des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains en Méditerranée centrale.

RÉALISATIONS

L'opération Sophia a permis d'appréhender et de remettre aux autorités italiennes 20 passeurs présumés, de désarmer 22 embarcations de passeurs et de procéder à un arraisonnement en 2018.

Grâce au soutien de l'opération Sophia et d'autres organisations internationales, les garde-côtes libyens et la marine libyenne (GCML) ont progressivement renforcé leur efficacité opérationnelle dans l'accomplissement des tâches institutionnelles relevant de leur responsabilité. Le renforcement des capacités des GCML, combiné à la présence de la mission Sophia en haute mer, a permis d'obtenir un double résultat: les activités illégales des passeurs ont été entravées, ce qui a réduit leurs profits et, partant, a eu un effet dissuasif non seulement sur ces derniers mais aussi sur les migrants illégaux, dissuadés d'emprunter cette route pour se rendre en Europe.

En ce qui concerne la tâche d'appui de lutte contre le trafic d'armes, l'opération Sophia a eu un effet dissuasif sur les trafiquants d'armes sévissant dans les eaux internationales; plus de 1 260 navires marchands ont été hélés, et la mission a procédé à 82 approches amicales et 2 arraisonnements. Elle a également mené des activités de surveillance et de collecte d'informations

sur la contrebande de pétrole, contribuant ainsi à une meilleure connaissance de la situation et à une amélioration de la sécurité maritime dans la zone d'opération. En mai, elle a communiqué son premier rapport sur la contrebande de pétrole aux États membres et aux services chargés de la justice et des affaires intérieures (Eurojust, Europol et Frontex).

La recherche et le sauvetage, bien que ne faisant pas partie du mandat de l'opération, relèvent du droit international de la mer. L'EUNAVFOR MED a secouru 2 290 personnes en détresse en mer (environ 9 % du nombre total de migrants secourus en mer dans la zone d'opération pendant la même période).

En 2018, elle a formé 125 membres du personnel des GCML au démantèlement de toutes les formes de trafic illicite et à la conduite des activités de recherche et de sauvetage. En outre, des modules de formation sur les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes ont été dispensés dans le cadre de formations à terre.

En juin, l'EUNAVFOR MED a publié le premier rapport de l'Observatoire européen sur le trafic de migrants et la traite des êtres humains, fruit d'une coopération novatrice avec le bureau national italien du procureur antimafia et anti-terroriste, qui permet de mieux comprendre le modèle économique des passeurs et des trafiquants d'êtres humains. Le rapport comprenait une méthode systématisée d'identification des passeurs et des trafiquants et insistait sur la nécessité de poursuivre l'échange d'informations.

Le forum semestriel SHADE MED (Shared Awareness and De-confliction in the Mediterranean – appréciation commune de la situation et harmonisation des interventions en Méditerranée) continue de promouvoir la coordination



et l'harmonisation entre les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, militaires et non militaires. La 6^e édition a eu lieu en juin 2018 et a réuni plus de 240 participants de 37 pays, dont des ONG et des organisations maritimes.

PARTENAIRES

En juillet 2018, un projet pilote pour une cellule d'information en matière criminelle (CIC) a été lancé à bord du navire amiral de l'EUNAVFOR MED. Cette cellule, composée de spécialistes d'Europol, de Frontex et de l'opération Sophia, a permis non seulement d'améliorer l'échange en temps utile d'informations, mais également de renforcer les capacités de coopération entre les services de sécurité intérieure et extérieure en vue de lutter plus efficacement contre les activités illicites. En novembre, l'EUNAVFOR MED, Europol et Frontex ont présenté un rapport final conjoint au comité politique et de sécurité et au comité permanent de sécurité intérieure, recommandant le maintien de la CIC.

L'opération a également permis de renforcer l'échange d'informations avec le groupe d'experts des Nations unies sur la Libye et elle a approfondi sa collaboration avec le secteur du transport maritime, visant à améliorer l'appréciation de la situation maritime.

ENGAGEMENT

En 2018, 27 États membres ont contribué à l'opération Sophia, l'Italie fournissant le quartier général opérationnel et le navire amiral de l'opération.

En outre, la formation des GCML a été rendue possible grâce à des contributions financières volontaires et à la mise à disposition d'installations par de nombreux États membres. Un soutien supplémentaire a été apporté par l'UE et des organisations internationales, notamment Frontex, le Bureau européen d'appui en matière d'asile, la MANUL, le HCR, l'OIM, le corps italien de secours de l'Ordre de Malte et la fondation italienne Rava.

<https://www.operationsophia.eu/>





Opération militaire de l'Union européenne (EUFOR) en Bosnie-Herzégovine – Opération Althea

L'opération Althea a continué de jouer un rôle central dans l'établissement et le maintien d'un environnement sûr et sécurisé en Bosnie-Herzégovine en contribuant au renforcement des capacités des forces armées de Bosnie-Herzégovine, en procédant au stockage et à l'élimination en toute sécurité des surplus d'armes et de munitions et en mettant en place des programmes de sensibilisation aux dangers que représentent les mines.

OBJECTIFS

L'EUFOR constitue le principal acteur militaire dans le cadre de la stabilisation de la paix au titre de l'accord-cadre général pour la paix. Elle coopère étroitement avec l'OTAN en application des accords «Berlin Plus» (ce qui lui permet de mobiliser des forces de réserve mobiles et polyvalentes que l'OTAN tient prêtes pour accroître les forces sur les théâtres d'opérations et faire face à toute urgence militaire éventuelle, ainsi que de fournir sur demande un soutien au ministère de la sécurité et au ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine). Conformément au mandat exécutif qui lui a été confié en vertu du chapitre VII de la charte des Nations unies (résolution 2443 (2018) du Conseil de sécurité des Nations unies), l'EUFOR contribue au maintien d'un environnement sûr et sécurisé en Bosnie-Herzégovine, favorisant ainsi un climat de paix et de stabilité.

RÉALISATIONS

L'EUFOR a coorganisé l'exercice Quick Response 2018 (QR18) avec les services répressifs et les forces armées de Bosnie-Herzégovine. L'EUFOR et les services locaux de Bosnie-Herzégovine se sont exercés ensemble dans le cadre de scénarios réalistes, afin de tester leurs plans de contingence respectifs. L'EUFOR a fait appel à son bataillon multinational et à sa force de réserve «transhorizon», y compris à la réserve tactique de la KFOR et à la force de réserve intermédiaire du Royaume-Uni.

Parmi les zones d'exercice en conditions réelles figurait l'aéroport international de Sarajevo, où l'EUFOR a apporté son soutien à l'Agence d'État d'investigation et de protection, à la police des frontières ainsi qu'aux autorités aéroportuaires. Cet exercice à grande échelle, qui a été mené dans toutes les régions de Bosnie-Herzégovine, a mis en évidence le remarquable niveau de capacité

tactique développé au sein des forces armées de Bosnie-Herzégovine et souligné la capacité des forces de réserve engagées à se déployer en Bosnie-Herzégovine en cas de nécessité.

Après l'exercice QR18, l'EUFOR a poursuivi ses patrouilles de courte et longue distance en Bosnie-Herzégovine afin d'assurer la visibilité de sa présence dans le pays.

Au terme du programme de renforcement des capacités et de formation en 2018, un plan de formation et de coopération a été convenu et signé entre l'EUFOR et les forces armées de Bosnie-Herzégovine, renforçant ainsi la capacité de ces dernières à opérer et à s'entraîner avec leurs partenaires internationaux.

ACTIVITÉS

L'EUFOR continue d'apporter son soutien aux forces armées de Bosnie-Herzégovine en assurant l'entreposage et l'élimination en toute sécurité de l'ensemble des armes et munitions excédentaires. Cette sécurité accrue permettra de libérer de nombreux soldats des forces armées de Bosnie-Herzégovine chargés de surveiller et d'entretenir les 30 sites d'entreposage d'armes, qui pourront dès lors se consacrer à des tâches opérationnelles et de formation. Dans le cadre de ce processus, l'EUFOR contribue à l'aide de l'Union européenne apportée au projet Eustar concernant la gestion des stocks d'armes, le soutien technique et la réduction des excédents de munitions, qui fait partie du plan directeur sur les munitions, les armes et les explosifs. Lancé en juillet 2017, ce projet vise à garantir une étroite coopération entre les autorités locales (ministère de la défense et forces armées de Bosnie-Herzégovine) et les acteurs internationaux (UE, EUFOR et PNUD) afin de contribuer à l'élimination d'environ 3 000 tonnes de munitions instables et dangereuses et de systèmes d'armes complexes.



L'EUFOR continue de mener auprès des catégories à risque et vulnérables, telles que les agriculteurs, les entreprises forestières, les clubs de chasse et, en particulier, les enfants de tous âges, des actions destinées à les sensibiliser aux risques que représentent les mines et à promouvoir des comportements prudents. En 2018, l'EUFOR a mené des actions de sensibilisation aux risques que présentent les mines auprès de 16 488 personnes.

ENGAGEMENT

L'opération Althea, dont le quartier général se trouve à Sarajevo, comprend des équipes de liaison et d'observation réparties sur 17 sites dans toute la Bosnie-Herzégovine. Elle compte 600 soldats originaires de 19 pays, dont 14 États membres de l'UE et 5 pays partenaires. Elle est également à même de mobiliser, si nécessaire, des forces de réserve «transhorizon» polyvalentes et mobiles.

<http://www.euforbih.org>





Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière (EUBAM) entre la Moldavie et l'Ukraine (*)

La mission s'est employée, avec un effectif de 130 personnes à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine, à soutenir les mesures d'instauration d'un climat de confiance visant à la résolution pacifique du conflit de Transnistrie, la mise en œuvre complète du concept de gestion intégrée des frontières le long de la frontière commune et la lutte contre la criminalité transfrontalière.

RÉALISATIONS

La mission a facilité la mise en service du train diesel modernisé sur la ligne Chisinau-Odessa, une excellente occasion de relier les personnes, après deux ans d'efforts au cours desquels elle a apporté son soutien aux autorités moldaves et ukrainiennes afin de réduire les temps de parcours et de remplacer le matériel roulant vétuste par un train modernisé, qui a permis d'améliorer considérablement l'attrait du train pour les voyageurs transfrontaliers.

La mission a contribué à la modernisation de la gestion des frontières en vue d'accélérer et de sécuriser le passage des frontières des voyageurs de bonne foi et le commerce légitime en fournissant une assistance pour l'adoption du nouvel accord sur le contrôle conjoint des frontières entre la Moldavie et l'Ukraine, l'exercice du contrôle conjoint aux points de passage de la frontière commune et la réalisation de projets d'infrastructures aux frontières.

La mission a mis en œuvre deux opérations conjointes, «Janus» et «Orion», en coopération avec ses services partenaires et avec le soutien des services répressifs de l'UE et des États membres. Axées sur la lutte contre, respectivement, le commerce illicite des produits du tabac et le trafic d'armes, de munitions, d'explosifs et de matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ces deux opérations se sont avérées être des instruments précieux pour lutter contre ces phénomènes.

ACTIVITÉS

Trois ateliers ont été organisés à l'intention des milieux d'affaires de Transnistrie et des experts des douanes de Chisinau et de Tiraspol, de même qu'une visite d'étude à l'administration fiscale polonaise, afin de renforcer leurs capacités de respect des droits de propriété intellectuelle, mais aussi d'instaurer un climat de confiance entre les deux parties en présence.

Une formation avancée a été dispensée aux spécialistes des deux rives du fleuve Dniestr travaillant dans les bureaux d'immatriculation des véhicules à Tiraspol et à Rybnitsa en vue de faciliter l'accès des véhicules de Transnistrie au trafic routier international.

Quarante représentants du service des douanes moldave, de la police des frontières moldave et de l'Agence d'État pour les droits de propriété intellectuelle de Chisinau ont participé à l'atelier sur le profilage et le contrôle des conteneurs ciblés, premier événement de renforcement des capacités et de la confiance auquel ont participé conjointement des experts des douanes de Chisinau et de Tiraspol depuis 2012.

Six autres ateliers ont été organisés à l'intention de 135 agents de la police des frontières moldave et du service national ukrainien des gardes-frontières, qui ont eu l'occasion d'approfondir leurs connaissances sur les documents de voyage falsifiés et sur la mise en œuvre pratique du modèle d'analyse commune et intégrée des risques des États membres de l'UE.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a contribué à l'élaboration de la stratégie nationale de gestion intégrée des fron-

(*) Cette mission n'est pas gérée par les structures de la PSDC. Elle est cependant incluse ici en raison de la similarité de ses objectifs avec ceux des missions et opérations de la PSDC.



tières 2018-2023 qui a été approuvée en novembre par le gouvernement moldave.

À la suite de l'extension du champ d'application de la zone de libre-échange approfondi et complet à l'ensemble du territoire de la Moldavie, la mission a adressé à Tiraspol des recommandations concernant la valeur en douane, le classement tarifaire, l'origine des marchandises et les droits de propriété intellectuelle.

La mission a également mis des experts à disposition en vue de l'élaboration de la stratégie de gestion des risques du service des douanes moldave pour 2018-2020.

Le groupe de travail annuel sur le tabac de la mission EUBAM a formulé à l'intention des ministères compétents en Moldavie et en Ukraine des conclusions en vue de la mise en place d'une politique de lutte plus efficace contre la contrebande de cigarettes.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Nous apprécions la contribution de la mission EUBAM à l'accomplissement des progrès notables enregistrés dans la mise en œuvre de la gestion intégrée des frontières, la réalisation d'opérations conjointes, le renforcement des capacités institutionnelles et la formation du personnel.

Tatiana Molcean, secrétaire d'État, ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne, Moldavie

Nous apprécions grandement les efforts déployés par la mission EUBAM pour aider les autorités ukrainiennes et moldaves à gérer efficacement les frontières.

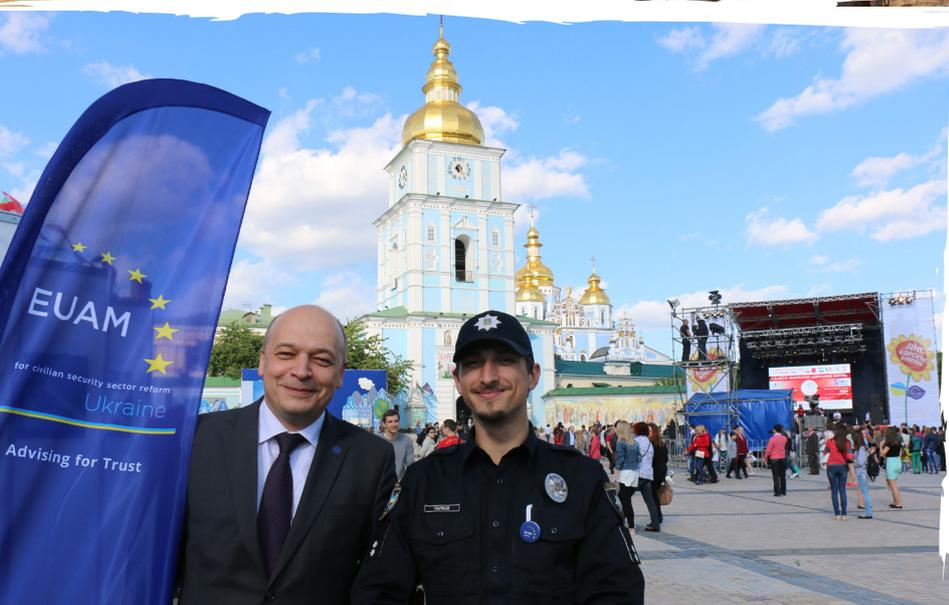
Serhii Saienko, directeur par intérim de la direction générale «Union européenne et OTAN», ministère ukrainien des affaires étrangères

<http://www.eubam.org/>









Comment prendre contact avec l'Union européenne?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: https://europa.eu/european-union/contact_fr

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

- par téléphone:
 - o via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
 - o au numéro de standard suivant: +32 22999696;
- par courrier électronique via la page https://europa.eu/european-union/contact_fr

Comment trouver des informations sur l'Union européenne?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse https://europa.eu/european-union/index_fr

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à l'adresse <https://publications.europa.eu/fr/publications>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante: <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail des données ouvertes de l'Union européenne (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) donne accès à des ensembles de données provenant de l'UE. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales.



Plus d'informations

Capacité civile de planification et de conduite

Avenue de Cortenbergh 150

1040 Bruxelles

BELGIQUE

cpcc.secretariat@eeas.europa.eu

https://eeas.europa.eu/topics/common-security-and-defence-policy-csdp/5438_en

État-major de l'Union européenne

Avenue de Cortenbergh 150

1040 Bruxelles

BELGIQUE

eums.info@eeas.europa.eu

https://eeas.europa.eu/topics/common-security-and-defence-policy-csdp/5436_en



Office des publications
de l'Union européenne

ISBN 978-92-9238-623-8